

CRISE ALIMENTAIRE DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

RAPPORT D'AVANCEMENT JUILLET 2011 - JUILLET 2012



OXFAM



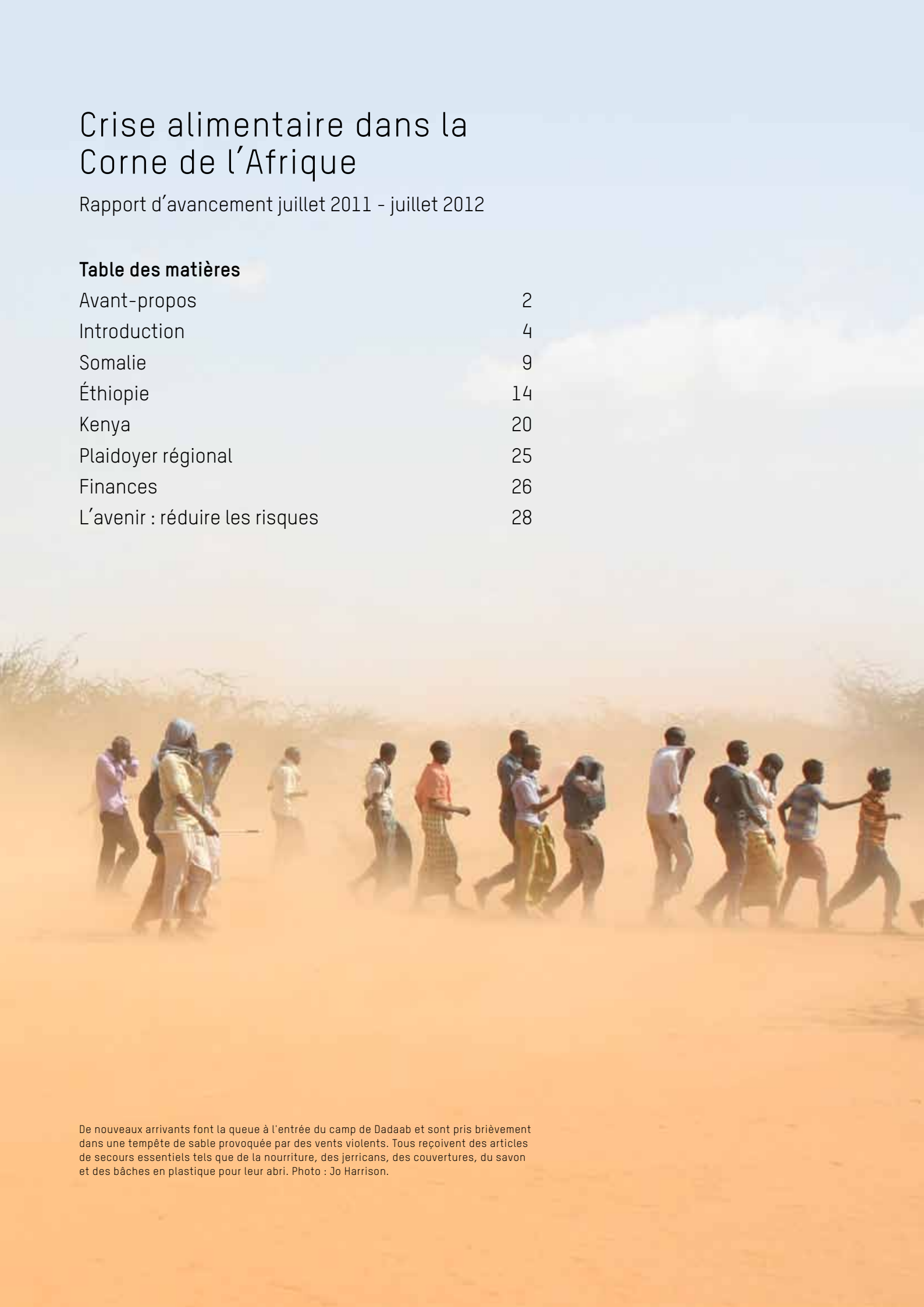


Crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique

Rapport d'avancement juillet 2011 - juillet 2012

Table des matières

Avant-propos	2
Introduction	4
Somalie	9
Éthiopie	14
Kenya	20
Plaidoyer régional	25
Finances	26
L'avenir : réduire les risques	28

A group of approximately 15 people, including men, women, and children, are walking in a line through a thick, orange-brown sandstorm. They are dressed in simple, everyday clothing. The background is a hazy, dusty landscape with sparse, dry vegetation. The overall atmosphere is one of hardship and displacement.

De nouveaux arrivants font la queue à l'entrée du camp de Dadaab et sont pris brièvement dans une tempête de sable provoquée par des vents violents. Tous reçoivent des articles de secours essentiels tels que de la nourriture, des jerricans, des couvertures, du savon et des bâches en plastique pour leur abri. Photo : Jo Harrison.

AVANT-PROPOS

Voilà un an déjà que le monde a pris conscience de ce que l'on baptisé « la pire crise alimentaire du XXI^e siècle ». Les images du camp de réfugiés de Dadaab, au Kenya, étaient vraiment horribles et les conditions de vie des gens à leur arrivée au camp de Dollo Ado, en Éthiopie, très choquantes. Dans certaines régions de Somalie, l'ONU a déclaré l'état de famine, un terme utilisé si rarement que nous commençons à penser qu'il avait disparu. Bien que la situation s'avère aujourd'hui meilleure, Oxfam continue et continuera à travailler avec les communautés en Somalie, en Éthiopie et au Kenya pour contribuer à la réduction de la vulnérabilité chronique à la sécheresse et à l'insécurité alimentaire.

D'un point de vue historique, le monde a, sans aucun doute, progressé dans sa capacité à sauver des vies. Le nombre de catastrophes augmente sans cesse, de même que le nombre de personnes qui y sont exposées. Cependant, les décès causés par ces catastrophes sont de moins en moins nombreux. Les interventions d'aide à long terme n'y sont pas étrangères et

l'Éthiopie, comme le Kenya, ont développé des programmes de protection conçus pour apporter une assistance à long terme à certains des plus pauvres dans leurs sociétés respectives. En Somalie, en revanche, la situation ne s'est pas améliorée du tout, mais cette absence



de progression est imputable à vingt ans de conflit et de troubles politiques, à de mauvaises politiques internationales qui ont exacerbé la crise et à un accès très restreint pour la communauté humanitaire. Toutefois, alors que les décès sont moins nombreux, le nombre de personnes qui vivent dans la pauvreté et qui risquent de perdre leurs moyens de subsistance pendant ces crises a augmenté dans les zones vulnérables, telles que la Corne de l'Afrique. Les États et la communauté internationale devront réaliser davantage d'efforts pour y remédier.

Si nous revenons à 2011 et, de manière plus pertinente encore, à 2010, nous devons admettre que nous, l'ensemble de la communauté internationale, avons traîné lorsqu'il s'est agi d'intensifier notre travail. Mais une fois que la crise a fait les gros titres et que les fonds ont commencé à affluer, je me suis réjoui de la rapidité et du dévouement du personnel d'Oxfam envers ce qui est devenu une réaction massive dans un environnement très complexe, incertain et souvent très dangereux. Il convient tout particulièrement de souligner ce qui suit : l'engagement des partenaires locaux d'Oxfam, dans les trois pays, à assumer davantage de travail ; le professionnalisme de nos équipes existantes, principalement composées de personnel national, dont la connaissance des contextes et des communautés nous a conféré un aperçu on ne peut plus précieux sur la situation ; et les compétences, doublées de l'expertise globale, de nos conseillers spécialisés qui se sont rendus dans la région en très peu de temps. Oxfam était bien placé pour mettre ses programmes et partenariats existants en œuvre sous forme de plateforme afin d'étendre sa couverture, sans quoi sa réaction aurait été plus limitée.

Je remercie également les sympathisants d'Oxfam. Nous traversons une période de tourmente économique et pourtant, la générosité des particuliers, des entreprises et des institutions s'est avérée inspirante. Il s'agit du plus vaste appel en Afrique qu'Oxfam n'ait jamais lancé et l'un de ceux qui a connu le plus de succès ces dernières années. Sans ces fonds, nous n'aurions tout simplement pas pu faire ce que nous avons fait pour sauver des vies, empêcher l'indigence et maintenir les moyens de subsistance. Il s'agit d'une crise à long terme pour de nombreuses communautés de la Corne de l'Afrique et le travail d'Oxfam est loin d'être

terminé, mais l'engagement des donateurs nous a permis d'enclencher ce changement nécessaire lorsqu'il n'y avait plus d'autre issue. Un grand merci, donc.

Cependant, les interventions d'urgence ne suffisent pas. En se tournant vers l'avenir, la communauté humanitaire doit tirer les leçons de cette crise pour créer un véritable élan parmi les États, les donateurs et les partenaires et agir différemment. Nous devons réaliser des investissements soutenus dans les interventions à moyen et à plus long terme si nous voulons briser le cycle de l'insécurité alimentaire. Nous devons nous éloigner des réactions d'urgence autonomes, reparties aussi vite qu'elles sont arrivées, destinées à maintenir les gens en vie, mais qui ne participent que très peu à la protection ou l'amélioration des moyens de subsistance. Heureusement, il semble que les États et les donateurs soient à l'écoute.

Par ailleurs, Oxfam et le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies se trouvent dans une position unique pour tirer profit des excellentes relations autour du plan d'action dans la Corne de l'Afrique du Comité permanent inter-agences des Nations Unies (IASC). Ce plan améliore le soutien aux processus régionaux et dirigés par les pays pour tenter de répondre à la faim et à la malnutrition chroniques, d'établir la résilience de moyens de subsistance vulnérables et d'assurer l'intensification efficace, appropriée et anticipée de l'assistance en cas de crise aiguë. Nous utiliserons l'ensemble de nos forces : notre capacité à influencer et à plaider à haut niveau, auprès des États et des organismes régionaux, tels que l'Union africaine, et notre travail avec les communautés, les partenaires, le secteur privé et les organisations non gouvernementales (ONG) afin de développer une vaste gamme d'interventions qui permettra de dessiner un meilleur avenir pour les personnes vulnérables. Oxfam est totalement engagé à travailler ensemble, en Afrique de l'Est, en Afrique de l'Ouest et dans les autres régions du monde, pour éradiquer la faim extrême.



Jeremy Hobbs
Directeur exécutif, Oxfam International

INTRODUCTION

La sécheresse de 2011, dans toute la Corne de l'Afrique, s'est avérée, dans certaines zones, la pire qui ait touché la région en 60 ans. Elle avait été prévue environ un an auparavant, lorsque les systèmes régionaux d'alerte anticipée, sophistiqués, ont commencé à tirer la sonnette d'alarme dans le monde entier concernant la possibilité de conditions plus sèches qu'à l'ordinaire dans les zones d'élevage clés d'Éthiopie, de Somalie et du nord du Kenya, à la suite des effets du phénomène climatique La Niña. Ces prévisions ont été confirmées par une saison des pluies sans précipitations en octobre et novembre 2010. Lorsque les pluies suivantes ont également fait défaut, en mars et avril 2011, des sonnettes d'alarme plus fortes ont retenti, alors qu'une évolution vers une crise majeure commençait à paraître inévitable. Pourtant, les réactions restaient à petite échelle et inégales. Aucune intervention majeure n'a été lancée, même lorsque l'État kenyan a déclaré la sécheresse comme catastrophe nationale, fin mai. Ce n'est pas avant que les médias internationaux ne diffusent les images de la crise et que les Nations Unies ne déclarent l'état de famine dans deux régions de Somalie à la mi-juin que les donateurs internationaux en ont subitement réalisé la gravité.

À ce moment-là, 13 millions de personnes étaient déjà concernées.

Qu'est-ce que la famine ?

Selon les Nations Unies (ONU), la famine est définie comme un « triple échec » : (1) échec de la production alimentaire, (2) échec de l'accès à la nourriture et, enfin et surtout, (3) échec de la politique des États et des donateurs internationaux. L'échec de la récolte et la pauvreté accentuent la vulnérabilité des gens à la faim extrême, mais la famine survient uniquement en cas d'échec politique. En Somalie, des années de violence et de conflit interne ont considérablement contribué à la création de conditions favorisant la famine. Il convient de noter que la Somalie a enregistré de fortes pluies en 2010 ; il a donc suffi de deux saisons des pluies sans précipitations pour plonger certaines régions de ce pays dans la famine.

L'ONU utilise une échelle à cinq niveaux, baptisée « Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire » (IPC) et développée avec les ONG, dont Oxfam, pour évaluer la sécurité alimentaire des pays. Le niveau 5, « famine/catastrophe

humanitaire », s'applique lorsque plus de deux personnes sur 10 000 meurent chaque jour, lorsque les taux de malnutrition sont supérieurs à 30 % et lorsque moins de 2 100 kilocalories de nourriture et de quatre litres d'eau sont disponibles par personne et par jour.

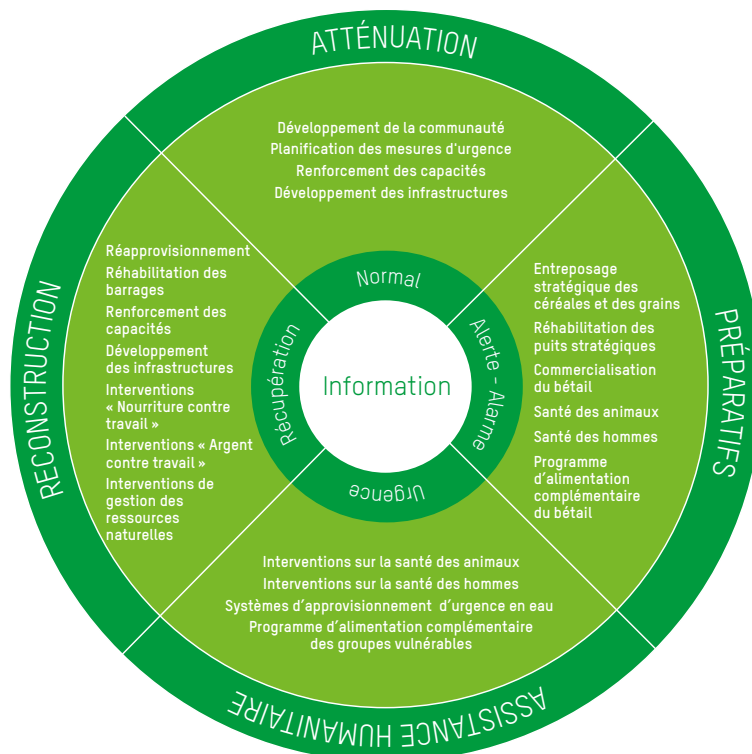
Une vulnérabilité existante

La sécheresse était-elle une catastrophe purement « naturelle » ? Il n'y a aucune coïncidence dans le fait que les régions les plus touchées se sont avérées être celles qui souffraient déjà depuis plusieurs décennies d'une pauvreté indélogeable, où de nombreuses communautés considérées comme étant en marge de la société recevaient un très faible investissement en matière d'attention ou de ressources. Plus particulièrement, le mode de vie des éleveurs est victime d'une intense pression dans toute la région, car leur accès aux pâturages traditionnels est restreint par l'habitat et par les mauvaises politiques. La situation est bien pire en Somalie, où le conflit est très nettement le plus grand inhibiteur du développement et de la croissance et où un nombre considérable de personnes a été déplacé en 20 ans ; un cocktail parfait pour augmenter la vulnérabilité des plus pauvres face aux changements climatiques. Par conséquent, bien que la sécheresse grave et récurrente ait certainement déclenché la majorité de la catastrophe, cette crise a sans aucun doute été engendrée par l'Homme et ses politiques, autant que par les conditions météorologiques.

Oxfam : programmes existants et chronologie de l'intensification

Oxfam compte déjà des programmes dans les trois pays touchés par la sécheresse. Étant donné que la sécheresse est une caractéristique commune à toute la région, la majorité du travail à long terme d'Oxfam concerne les communautés des régions présentant un risque élevé de sécheresse. Oxfam travaille avec plus de 250 000 personnes dans les régions Wajir et Turkana, dans le nord du Kenya, et avec quelques centaines de milliers d'autres dans les régions d'Oromia, Somali et Tigray, en Éthiopie. En Somalie, le manque d'accès par les organismes humanitaires n'a pas mis fin au travail d'Oxfam, grâce à son réseau solide de partenaires somaliens. Pendant plusieurs années, Oxfam a travaillé par le biais des organisations locales dans les différentes régions du pays pour soulager et fournir une aide au développement. Dans la banlieue de Mogadiscio, Oxfam a fourni des secours d'urgence à environ 300 000 personnes vivant dans les camps de fortune depuis plusieurs années, après avoir fui les combats en ville. Oxfam soutenait déjà un programme de nutrition basé sur la communauté à Mogadiscio, en apportant de la nourriture thérapeutique aux enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë et en gérant un programme d'atténuation de la sécheresse dans le sud (Bas Jubba), ce qui impliquait un travail extensif de renforcement des moyens de subsistance pour établir la résilience des populations et améliorer

Figure 1 : Le modèle de gestion du cycle de la sécheresse



Même si d'autres dangers naturels menacent la Corne de l'Afrique, notamment les inondations, la sécheresse est de loin le danger à long terme le plus répandu. Sa nature même (danger à évolution lente) requiert un type de réaction particulier. Le modèle de gestion du cycle de la sécheresse (Figure 1) considère la sécheresse comme un cycle à quatre phases : normal, alerte/alarme, urgence et récupération. Il indique les actions à entreprendre à chacune de ces phases, veillant ainsi à ce qu'elles soient appropriées et efficaces et qu'elles réduisent, finalement, les risques et les conséquences de toute sécheresse.



Des milliers de personnes déplacées par la sécheresse en Somalie s'installent dans des camps à ciel ouvert dans la partie sud de Mogadiscio. Ici, des enfants et des adultes s'abritent dans la rue. Photo : Hijira.

leur accès à la nourriture. Il ne fait nul doute, pour Oxfam, que dans ces régions, en l'absence de ces interventions, la crise aurait été pire.

En janvier 2011, après l'absence des dernières pluies de 2010, Oxfam a commencé à approvisionner 20 000 personnes en eau, par camion, dans la région Somali d'Éthiopie, en tant que mesure d'urgence à court terme pour développer les approvisionnements avant les précipitations attendues en mars. Le travail à plus long terme dans la région implique l'amélioration de l'approvisionnement durable en eau, mais certaines régions ne comptent aucune source souterraine, de sorte que la population dépend totalement des précipitations. En février, Oxfam recherchait des financements supplémentaires afin d'injecter de l'argent dans les régions du nord du Kenya et de maintenir le bétail en vie (option meilleur marché que le remplacement des animaux après une crise). Le manque d'eau était le problème le plus pressant, mais le prix de la nourriture et du carburant sur les marchés disponibles augmentait considérablement, parallèlement à l'effondrement de la valeur des actifs des populations (surtout les animaux).

En Somalie, outre les programmes extensifs existants, Oxfam a commencé à subventionner le carburant dans le Bas Jubba (région du sud) pour éviter l'interruption de l'activité des puits approvisionnant 26 000 personnes, tout en payant les communautés pour qu'elles creusent les puits peu profonds existants afin d'augmenter les taux de collecte de l'eau, ce qui a aidé 27 000 autres

personnes. À la fin mars, Oxfam avait engagé des discussions urgentes avec les donateurs institutionnels afin d'attribuer davantage de fonds à l'approvisionnement en eau par camion (qui reste un dernier recours coûteux). La demande concernant les puits existants devenait tellement importante qu'Oxfam a dû aller plus loin pour trouver de l'eau et payer plus cher pour l'obtenir. Oxfam a réussi à intensifier ses opérations pour venir en aide à 33 000 personnes de plus en Éthiopie. Toutefois, ces actions restaient à petite échelle face au besoin croissant et plus visible ; le changement nécessaire ne survenait pas encore.

Puis, les pluies d'avril et de mai ne sont pas tombées non plus. On a enregistré des précipitations éparses dans certaines régions d'Éthiopie et de Somalie, ce qui a temporairement amélioré les choses, mais le Kenya est resté sec. Fin juin, les médias s'étaient enfin réveillés et s'intéressaient à la situation, qui avait atteint son pire niveau dans le camp de Dadaab au Kenya. Le camp de Dadaab, qui existe depuis 19 ans, était déjà connu comme le plus grand camp de réfugiés au monde et le foyer de plusieurs milliers de Somaliens fuyant des années de conflit. À ce stade, ils fuyaient également la famine et le camp de Dadaab accueillait 445 000 personnes à la fin de l'année, soit presque la taille d'une ville comme Miami, en Floride (États-Unis), ce qui en faisait la troisième plus grande ville au Kenya, après Nairobi et Mombasa. Les images de Somaliens épuisés arrivant au camp de Dadaab avec des enfants souffrant de malnutrition, souvent après des semaines entières de marche dans le désert,

sont apparues sur les écrans de télévision et en une des journaux, lorsque l'ONU a déclaré l'état de famine dans plusieurs régions de Somalie. À ce moment-là, la communauté humanitaire internationale a lancé des actions véritablement visibles.

« Une sécheresse est une crise à évolution lente et, contrairement à une catastrophe soudaine, comme un séisme ou des inondations, par exemple, il peut s'avérer difficile de définir le point auquel la balance bascule et auquel il devient impératif d'intervenir avec une assistance d'urgence. » Jane Cocking, Directrice humanitaire, Oxfam GB

Au début du mois de juillet 2011, Oxfam a lancé un appel de fonds public massif, le plus important de l'histoire, dans plusieurs pays. Le Disasters

Emergency Committee (DEC) a lancé un appel commun au Royaume-Uni presque immédiatement après, tout comme l'ont fait Dutch Co-operating Aid Organisations et la Coalition humanitaire canadienne. Oxfam a évolué rapidement, en recrutant du personnel local, en envoyant des experts internationaux pour l'aider et en planifiant des activités d'urgence à grande échelle avec les organisations partenaires locales. Malgré un climat économique difficile, le public a répondu très généreusement à l'appel et l'attention soutenue des médias a encouragé les dons, qui n'ont cessé d'affluer pendant plusieurs mois après le lancement initial. Oxfam a collecté un total de 118,8 millions de dollars pour cette situation d'urgence, dont près d'un tiers de la part des citoyens (cf. la section Finances ci-dessous).

Étude de cas Cultiver l'avenir à Turkana

« Lorsque j'ai commencé à cultiver le potager, j'ai décidé d'utiliser les récoltes pour nourrir mes enfants. S'il reste des légumes une fois les enfants nourris, je peux les vendre et acheter des livres d'école et des vêtements pour eux. À l'avenir, je veux être formée de façon à pouvoir changer moi-même. Je veux pouvoir faire ce que je ne peux pas faire maintenant. Avant, je ne savais pas comment cultiver un jardin ; maintenant, je sais. » Ce sont les paroles de Selina Napetet, une éleveuse du nord de la région Turkana, au nord du Kenya, qui participe à un projet dirigé par Oxfam pour encourager la culture des potagers.

Elle ajoute : « Lorsque j'étais plus jeune, je ne réfléchissais pas beaucoup à la vie. Mon père était riche et je ne m'inquiétais donc pas pour l'avenir. J'avais tout ce que je voulais. À présent, je pense à l'avenir et je prie Dieu de me donner la force et l'énergie nécessaires pour nourrir mes enfants. Je prie pour que mes enfants aient un bel avenir. Je ne veux pas qu'ils aient de problèmes ; c'est pourquoi je les envoie à l'école. Je ne veux pas qu'ils deviennent éleveurs non plus ; je veux qu'ils aient un bon emploi et qu'ils soient salariés, afin qu'ils puissent prendre soin de leur famille et avoir un bel avenir. J'attends toujours de rire. Quand mes enfants auront terminé leur cursus scolaire et lorsqu'ils auront un bon emploi, je rirai. »

Le projet de jardinage d'Oxfam dans le nord de la région Turkana est tout particulièrement destiné aux éleveuses, avec pour objectif d'augmenter leurs revenus et d'améliorer leur régime alimentaire. Oxfam leur a donné des outils de jardinage, comme des râteliers, des houes, des arrosoirs, des clôtures et des graines. Les parcelles sont irriguées avec les eaux de ruissellement des points d'eau situés à proximité.

Selina Napetet, 59 ans, vit dans le village de Natoo avec sa famille. Ils vivaient de leur élevage avant que leur bétail ne soit décimé pendant la sécheresse. Maintenant, Selina travaille dans le potager d'Oxfam. Photo : Alejandro Chaskielberg.



Figure 2 : Les lieux où Oxfam a travaillé et les personnes qu'Oxfam a aidées

Pays	Régions	Nombres de bénéficiaires depuis le 1er juillet 2011
Somalie	Mogadiscio, Afgoye, le Bas Jubba, le Gedo et le Moyen Jubba, l'Hiiraan, le Bas et le Moyen Shabelle, Galguduud et le Somaliland	1 353 000
Kenya	Camps de Dadaab, Wajir et Turkana	1 050 000
Éthiopie	Région Somali (zones de Shinile, de Jijiga, d'Afder et de Liben) Région Oromia (zones de Borena, Bale et Guji, et l'ouest de la zone d'Arsi), région Tigray	425 500
Total		2 828 500

Portée de ce rapport

Le présent rapport décrit ce qu'Oxfam et ses partenaires ont réussi à faire depuis juillet 2011 et s'attarde également sur ce qui doit être fait à l'avenir, pour aider les populations à récupérer de cette sécheresse et pour développer leur résilience face à l'absence de précipitations, une situation qui se reproduira sans doute. Étant donné les contextes très différents des pays dans lesquels Oxfam est intervenu, le rapport est divisé en trois sections, résumant ce qui a été effectué (directement et par l'intermédiaire de partenaires locaux) en Somalie, au Kenya et en Éthiopie.

Par secteur, il décrit la manière dont Oxfam est intervenu dans les domaines suivants :

- accès à la nourriture : les moyens de subsistance à court terme (subventions, aide alimentaire) et à plus long terme (restauration des troupeaux et des fermes, amélioration de l'accès des populations aux marchés et aide à la diversification de leurs moyens de subsistance) ;
- accès à l'eau : surtout à court terme ;
- amélioration de la santé publique dans les zones présentant les risques les plus élevés ;
- utilisation de l'expérience d'Oxfam sur le terrain pour exercer des pressions dans l'optique de mettre en œuvre des changements à plus long terme.

Le présent rapport est destiné à rendre des comptes aux particuliers, États et institutions qui ont si généreusement répondu à l'appel aux dons lancé par Oxfam pour la Corne de l'Afrique, ainsi qu'aux partenaires, aux alliés, aux bénévoles et au personnel de l'organisation. La section consacrée aux finances (page 26) détaille les sommes d'argent collectées dans le cadre de l'appel pour la crise alimentaire en Afrique de l'Est et la manière dont les fonds ont été alloués.

Dans l'ensemble du rapport, nous utilisons le terme « Oxfam » pour désigner la confédération Oxfam dans son intégralité et les affiliés d'Oxfam qui mettent en œuvre des programmes sur le terrain, dans la Corne de l'Afrique (c.-à-d. Oxfam GB, Oxfam Amérique, Intermón Oxfam (Espagne), Oxfam Novib (Pays-Bas) et Oxfam Canada),

et qui travaillent avec et par l'intermédiaire d'organisations partenaires en Somalie, en Éthiopie et au Kenya.

Ce qu'a fait Oxfam

Étant donné que la sécheresse a touché trois pays dans une vaste région, l'appel d'Oxfam est ancré dans une crise globale affectant les pays de la Corne de l'Afrique. Toutefois, la crise a touché les populations différemment dans chacun de ces pays. Les contextes politiques différents, par exemple, ont contraint Oxfam à adopter différentes tactiques, que ce soit directement ou par l'intermédiaire d'organisations locales, et à agir plus ou moins rapidement. La situation des camps a également requis des interventions différentes de celles mises en œuvre pour les communautés. Par conséquent, au lieu d'établir un rapport concernant un seul programme, ce document s'intéresse tour à tour aux manières dont Oxfam a réagi en Somalie, en Éthiopie et au Kenya, avant de rassembler ces trois approches dans la section consacrée au récapitulatif financier.

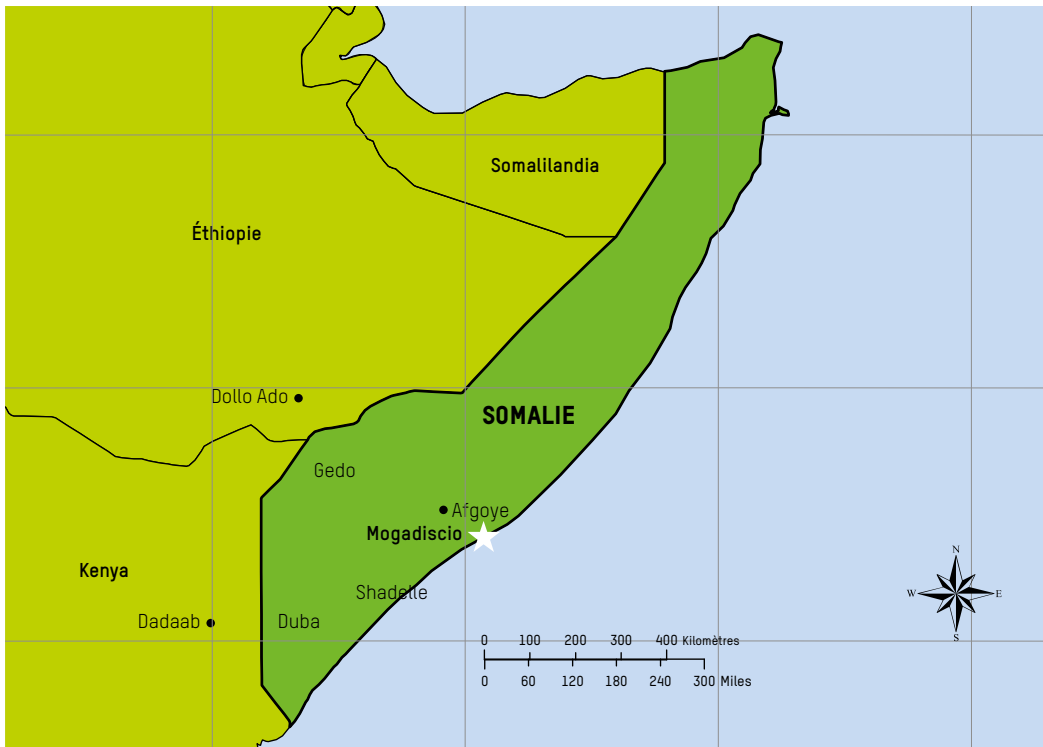
Pour mettre en œuvre efficacement les projets d'intervention d'urgence face à la sécheresse qui sévissait, Oxfam a mis en place de solides systèmes de suivi sur le terrain, au Kenya, en Éthiopie et en Somalie (en travaillant par le biais de ses partenaires). Ces systèmes permettent à Oxfam de suivre très étroitement la situation d'intervention et de modifier les approches, si nécessaire. L'intervention humanitaire d'Oxfam dans chacun de ces pays a été évaluée après quelques mois, en mettant l'accent sur l'évaluation de la ponctualité et la rapidité de l'intervention, de la coordination et de la collaboration avec autrui. Les informations et les leçons tirées de ces évaluations (qui font désormais partie intégrante de toute intervention d'Oxfam) ont été utilisées pour examiner et améliorer les activités des programmes et le seront également pour améliorer la qualité des futures interventions d'urgence.

SOMALIE

La Somalie a, sans aucun doute, été le pays le plus touché de la région, avec plus de quatre millions de personnes (plus de la moitié de la population totale) directement concernées. La sécheresse, l'augmentation des prix de l'alimentation et du carburant, 20 années de guerre et un accès humanitaire restreint se sont avérés être les principaux facteurs combinés à l'origine de la famine, dans six régions du centre et du sud du pays. Le conflit de longue date a joué un rôle particulièrement important dans la vulnérabilité actuelle de ces personnes : celles qui fuyaient la violence ne cultivaient pas et ne gagnaient pas beaucoup d'argent. L'ONU a estimé, en juillet 2011, que près de 20 % de la population (1,5 million de personnes) a été déplacé à l'intérieur de la Somalie et que des milliers d'autres partaient chaque semaine en direction des camps au Kenya et en Éthiopie. Le déplacement, la perte des hommes de la famille qui assuraient le soutien financier et l'effondrement des structures de soutien des communautés ont rendu les femmes particulièrement vulnérables. Vivant souvent dans des refuges temporaires, sans revenu stable ni source de soutien, elles font ce qu'elles peuvent pour s'en sortir en ces périodes difficiles, en

assurant une charge de travail plus importante et le fardeau de l'entière responsabilité de la survie de leur foyer.

Oxfam travaille en Somalie depuis de nombreuses années, mais, en raison de l'insécurité, les étrangers ne peuvent pas voyager librement dans le pays. Par conséquent, Oxfam travaille uniquement avec des organisations locales et, au cours des dernières années, a fourni des services essentiels et à plus long terme à de vastes communautés ayant fui la violence, notamment à de nombreuses personnes parmi les 450 000 vivant dans les camps de fortune installés le long de la route d'Afgoye, à l'extérieur de Mogadiscio. Oxfam travaillait également dans Mogadiscio et fournissait, notamment, de l'eau à l'hôpital Banadir, seul hôpital pour enfants de la ville. L'organisation dirigeait également le plus vaste programme de nutrition du pays, par l'intermédiaire de centres de traitements placés sous l'autorité d'un partenaire expert, SAACID, qui recevaient déjà plus de 12 000 enfants par mois. En outre, l'hôpital est à la tête de programmes de vaccination et de nutrition pour les femmes enceintes ou qui allaitent, et distribue des conseils en matière d'hygiène. Dans les régions du sud, Oxfam a soutenu plus de 200 000 personnes



touchées par la sécheresse à long terme et par ses conséquences, en agissant sur la diversification de la production de la récolte, l'amélioration de l'irrigation et en aidant à la production de revenus.

Au début de l'année 2011, les systèmes d'alerte précoce ont enregistré les conséquences de l'absence de précipitations et la détérioration graduelle de la situation de sécurité alimentaire. Les organisations partenaires ont commencé à effectuer des évaluations régulières des conditions et Oxfam a approché les grands donateurs institutionnels pour leur demander une aide supplémentaire. Toutefois, étant donné l'état d'urgence chronique en Somalie, il s'est avéré difficile pour le personnel de convaincre le monde extérieur que la situation se transformait en crise d'une gravité rare. En outre, étant donné les défis engendrés par l'entrée d'un étranger sur le territoire, esquisser le profil de la crise dans les médias s'est révélé extrêmement ardu. Oxfam a donc continué à augmenter le soutien à ses partenaires mais a manqué de flexibilité pour pouvoir intensifier son assistance en envoyant d'autres experts ou pour établir rapidement des relations avec de nouveaux partenaires, ce que l'organisation aurait pu faire ailleurs dans le monde.

L'afflux de réfugiés au camp de Dadaab, suivi de la déclaration de l'état de famine par l'ONU, le 20 juillet, a considérablement attiré l'attention des médias et l'argent nécessaire pour véritablement

intensifier l'effort humanitaire, mais la totalité du travail d'Oxfam a été effectuée par l'intermédiaire d'organisations locales dont l'expertise et les capacités ont défini la portée et l'échelle de l'intervention. Néanmoins, à peine plus de deux mois après le lancement de cette phase d'intensification, les efforts combinés étaient déjà impressionnants. Oxfam a trouvé de nouveaux partenaires dans la région de Gedo, a étendu son soutien à Mogadiscio et sa couverture des communautés dans le couloir d'Afgoye, ainsi que dans les régions d'Hiiraan, de Galguduud et du Bas et du Moyen Shabelle. En septembre, ses partenaires aidaient 24 % de la population touchée. Le travail se concentrait sur trois grands types de soutien : l'approvisionnement massif en eau ; l'apport d'un mélange de soutien financier, de soutien à l'agriculture et de soutien à l'élevage pour aider ces populations à accéder à la nourriture, ainsi qu'une alimentation thérapeutique pour les enfants de moins de cinq ans. Oxfam a pu offrir un réel soutien technique à ses partenaires hors site, au Kenya et au Somaliland, notamment en termes de comptabilité, de contrôle, d'établissement de rapports et de recrutement de personnel.

Approvisionnement en eau, assainissement et promotion de l'hygiène (WASH)

Aider les populations à obtenir suffisamment d'eau était un élément primordial du travail d'Oxfam en Somalie. La mise en place de systèmes de canalisation d'eau, le forage et la réparation de

puits, ainsi que l'approvisionnement en eau par camion pour les communautés comptaient parmi les activités principales. Pour ce faire, Oxfam a mis en œuvre tous les domaines de ses programmes, en adaptant ses tactiques à ce qui était disponible localement. Les puits requièrent un équipement spécialisé pour forer le sol en profondeur, ainsi que des motopompes et du carburant pour pomper l'eau et la déverser dans des réservoirs de stockage à des fins de distribution. Lorsque des puits peu profonds peuvent être creusés ou nettoyés, Oxfam est en mesure de payer les communautés pour le faire. Le transport de l'eau par camion est cher et uniquement utilisé comme mesure à court terme, de sorte que l'eau puisse être acheminée jusqu'aux communautés, parallèlement à la recherche d'un approvisionnement local ou à la mise en place d'une canalisation depuis une autre source.

Les activités d'assainissement et de promotion de l'hygiène ont été largement restreintes aux camps pour les déplacés internes et aux lieux de rassemblement des personnes déplacées. Le lien entre une mauvaise hygiène et la malnutrition est fort dans les environnements surpeuplés, particulièrement lorsque les réfugiés sont habitués à vivre dans un environnement rural plus vaste. Les risques de maladie sont élevés, car la diarrhée restreint l'absorption de nourriture et peut déclencher un cercle vicieux de déclin physique pouvant entraîner la mort chez les personnes très jeunes, âgées ou malades. Les campements tentaculaires, le long du couloir d'Afgoye, constituent un immense camp de déplacés, où les équipes de santé publique des partenaires d'Oxfam

se sont constamment employées à construire et à maintenir des latrines en état, en encourageant des groupes communautaires à mener des campagnes de promotion d'une bonne hygiène, de sensibilisation aux maladies les plus graves comme le choléra, et de distribution d'articles d'hygiène de base, comme le savon.

Étant donné que WASH est l'une des principales compétences professionnelles d'Oxfam, il était frustrant de ne pas pouvoir fournir le niveau de soutien technique direct souhaité. Toutefois, Oxfam a suivi en détail les activités de ses partenaires, notamment la quantité et la qualité de l'eau, les installations physiques, la couverture du territoire en latrines, les articles d'hygiène essentiels distribués, la manière dont les besoins des hommes et des femmes étaient respectivement satisfaits et la manière dont les communautés bénéficiaires avaient été impliquées dans l'ensemble du processus.

Au cours des neuf premiers mois d'intervention, Oxfam a soutenu plus de 980 000 personnes en Somalie, particulièrement à l'aide d'activités relatives à la santé et à l'eau propre.

Pourquoi distribuer de l'argent liquide en cas de famine ?

Dans les régions dans lesquelles de la nourriture est produite ou dans lesquelles il existe des routes commerçantes qui permettent l'approvisionnement en nourriture, Oxfam recommande toujours de donner de l'argent liquide aux populations pour leur permettre d'acheter leur propre nourriture, au lieu d'organiser des distributions alimentaires. Contrairement à ce que sous-entend le terme



Le partenaire d'Oxfam, Hijra, a fourni de l'eau potable, des équipements sanitaires et des conseils en santé publique à plus de cent mille personnes vivant des camps de fortune. Ils installent par exemple des panneaux de promotion de l'hygiène dans les rues. Photo : Caroline Gluck.



▲ Des enfants jouent dans le camp de PDI de Babaado ouvert en juillet 2011. Accueillant plus de 5 000 personnes, c'est le plus grand camp de PDI de Mogadiscio.
Photo : Caroline Gluck

« famine », dans le cas de la Somalie, le problème n'était pas l'absence de nourriture disponible : les marchés fonctionnaient encore, de la nourriture locale et importée était en vente, mais à des prix élevés. Oxfam a donc pris la décision d'injecter de l'argent dans l'économie, donnant ainsi aux foyers les plus vulnérables, les moyens d'acheter ce dont ils avaient besoin. L'organisation a travaillé avec ses partenaires dans le Jubba, le Gedo, le Bas et le Moyen Shabelle, l'Hiiraan, dans le Banadir et à Mogadiscio pour identifier les bénéficiaires, en donnant la priorité aux familles avec des enfants souffrant de malnutrition grave et aux foyers dirigés par une femme. Elle a ensuite utilisé les entreprises de transferts de fonds locales pour gérer les déboursements, par sommes allant de 75 à 100 dollars par foyer, tous les mois, pendant six mois. Le taux de trésorerie était fondé sur le prix d'un panier alimentaire moyen et de produits de première nécessité, ajusté sur l'inflation. Au cours des six mois, elle a réussi à soutenir plus de 33 000 familles (près de 200 000 personnes) de cette manière : un nombre sans égal pour un programme de transfert monétaire d'Oxfam.

Dans les régions du sud et du centre, où Oxfam a établi un programme de longue date d'activités humanitaires en réponse à la sécheresse, l'organisation a fusionné les déboursements avec des distributions de graines et d'outils destinés à être utilisés lors de la prochaine saison des pluies. Elle a également donné des ânes et des charrettes aux agriculteurs pour les aider à transporter les outils nécessaires à la préparation de la terre aux plantations.

En neuf mois, Oxfam a soutenu près de 500 000 personnes sur 1,3 million ciblé au total, avec diverses activités conçues pour améliorer l'accès à la nourriture, à court terme (c.-à-d. de l'argent) et à plus long terme (c.-à-d., le soutien à la restauration des moyens de subsistance).

Nourrir les enfants

La famine touchant six régions de Somalie, des milliers de familles somaliennes ont fui à Mogadiscio à l'apogée de la crise causée par la sécheresse, à la recherche de nourriture, entre autres aides d'urgence. Oxfam dispose d'un partenaire qui dirige des centres de santé pour les enfants souffrant de malnutrition. En augmentant son soutien de 8 à 16 centres, Oxfam a été en mesure d'aider les centres médicaux à accueillir et à traiter plus de 12 000 enfants de moins de cinq ans d'août 2011 à ce jour.

Dans les centres, les enfants sont pesés et mesurés et leur périmètre brachial à mi-hauteur (PBMH) est mesuré. Ces examens indiquent à quel point un enfant souffre de malnutrition. Certains enfants (qui souffrent de la malnutrition la plus grave) sont admis au sein du Programme thérapeutique ambulatoire, alors que les autres sont admis au sein du Programme d'alimentation complémentaire. Tous reçoivent des paquets d'alimentation thérapeutique, comme le Plumpy'Nut (pâte nutritive à base d'arachides), et sont examinés régulièrement par la suite, dans le cadre du suivi de leur évolution. Les enfants présentant des complications médicales sont immédiatement envoyés dans les centres de stabilisation dirigés par des ONG spécialisées. Les centres médicaux saisissent également l'occasion pour vacciner les mères et les enfants contre les maladies contagieuses les plus graves, comme la rougeole, la coqueluche et le tétanos.

Fin mars 2012, Oxfam avait aidé 155 000 enfants grâce à l'ensemble du programme de nutrition.

L'année à venir

L'état de famine a pris fin en Somalie, mais en raison des faibles précipitations toujours d'actualité et du conflit qui continue de faire rage, le pays reste dans un état d'urgence critique, prolongeant l'une des crises les plus graves que le monde ait jamais connues. L'absence de tout signe de paix signifie que les Somaliens qui vivent désormais dans les camps de réfugiés au Kenya et en Éthiopie n'ont aucune envie de rentrer chez eux, ce qui aura des conséquences sur le travail d'Oxfam dans ces camps, ainsi que sur ses efforts permanents pour offrir un soutien technique aux personnes restées en Somalie et sur son travail soutenu d'exercice de pressions pour un accès humanitaire et une solution politique à plus long terme.

Étude de cas Donner de l'espoir pour la prochaine récolte

Les communautés agricoles du sud de la Somalie (le grenier à blé du pays) sont sérieusement touchées par la sécheresse continue, ce qui a entraîné une mauvaise récolte. En 2011, la production céréalière était à son niveau le plus bas depuis 17 ans et les prix sont montés en flèche à cause de la diminution des réserves locales. À cause de la crise, les graines qui avaient été mises de côté pour être plantées ont été utilisées comme nourriture, de sorte que les agriculteurs ne disposaient plus de graines à planter avant la saison des pluies suivante. Même lorsqu'il y a des graines en vente sur le marché, de nombreux ménages n'ont pas les moyens d'en acheter.

Les agriculteurs ont lutté pour approvisionner leur famille en nourriture alors qu'ils ne recevaient pas de salaire à cette même période. Le rétablissement serait lent pour les ménages s'occupant d'activités agricoles, même si les pluies de novembre étaient plus importantes que la normale. Oxfam a aidé des agriculteurs à s'en sortir lors de cette période difficile et a leur permis d'avoir de nouveau espoir une meilleure récolte après les pluies.

Depuis mai 2010, avec son partenaire local WASDA, Oxfam aide les agriculteurs du Bas et du Moyen Jubba à travers une initiative sur la sécurité alimentaire, menée par la communauté. Il s'agit d'un projet sur trois ans, qui a aidé huit villages en 2010 et qui en aide actuellement sept autres. Un autre projet, qui a débuté en décembre 2010 et qui est mis en œuvre par le biais de partenaires d'Oxfam, CED et HARDO, a aidé à ce jour 14 000 familles dans les régions du Bas et du Moyen Shabelle, et de l'Hiiraan. Les interventions mises en œuvre dans le cadre de ces projets ont été renforcées suite à la famine de 2011 et ces projets sont encore en cours aujourd'hui.

Dans le cadre de ce projet, des espèces ont été transférées aux familles afin qu'elles puissent répondre à leurs besoins alimentaires immédiats et acheter des graines. Au cours de l'année dernière, plus de 300 000 personnes du centre-sud de la Somalie ont reçu entre 80 et 100 \$, une somme suffisante pour acheter un mois de nourriture pour une famille. En outre, plus de 90 000 agriculteurs du Bas et du Moyen Shabelle, du Bas et du Moyen Jubba, ainsi que de l'Hiiraan, ont bénéficié d'intrants agricoles tels que des graines, des outils, d'une préparation de la terre et d'une formation technique afin de les aider à faire pousser leurs plants à temps pour la prochaine récolte. De nouvelles pompes à eau et la réhabilitation des puits locaux ont aidé les agriculteurs à irriguer les terres cultivées.

Hassan, un agriculteur du Bas Jubba, affirme que ce projet a permis à sa famille de rester en Somalie plutôt que d'aller au camp de réfugiés de Dadaab, au Kenya. « J'envisageais de partir à Dadaab avec ma famille, puisque nous n'avions plus de nourriture dans notre magasin suite à l'absence de pluies de la saison dernière, et que nous n'avions aucune autre source de revenus pour survivre. Heureusement, l'équipe de WASDA est venue dans notre village et nous a dit qu'ils pourraient nous aider en nous fournissant des pompes à eau pour irriguer nos cultures ; j'ai eu la chance d'être parmi ceux qui en bénéficieraient. Aujourd'hui, j'ai assez de nourriture pour ma famille jusqu'à la saison prochaine. »

Grâce au projet, des agriculteurs de plusieurs zones touchées par la famine ont réussi à faire pousser et à récolter leurs cultures, approvisionnant ainsi leur propre famille, et permettant également aux aliments de base d'être plus disponibles sur le marché et plus abordables.

Ci-dessous : Récolte du maïs dans le Bas Jubba.
Photo : WASDA



ÉTHIOPIE

En 2011, deux saisons des pluies consécutives n'ont apporté aucune précipitation en Éthiopie. Il s'en est ensuivi une sécheresse sévère touchant de nombreuses provinces, en particulier les régions Oromia et Somali. En juillet, le gouvernement éthiopien a estimé qu'une crise alimentaire aiguë touchait 4,5 millions de personnes, soit une augmentation de 40 % par rapport à une estimation réalisée trois mois auparavant.

Oromia et Somali sont toutes deux de vastes régions éloignées et principalement rurales. 60 % des personnes qui y habitent vivent de l'élevage, avec pour toute source de nourriture et de revenu, le bétail. Les éleveurs se déplacent avec leurs troupeaux en fonction de la disponibilité saisonnière des pâturages. 25 % sont agriculteurs et éleveurs et s'adonnent à un mélange d'élevage et de cultures. Les 15 % restants sont principalement sédentaires et cultivent les terres situées à proximité des fleuves.

Les pâturages, entièrement nourris par les pluies, ont gravement souffert pendant la sécheresse et les communautés pastorales ont été contraintes de s'éloigner pour trouver du fourrage. Ceci stresse

les animaux et augmente la pression sur le peu de pâturages qui reste. Les statistiques des marchés au bétail, au début de l'année 2011, dans les deux régions, ont montré une condition physique en détérioration continue chez le bétail vendu. Des centaines de milliers d'animaux sont morts entre février et juillet ; les vaches étant souvent les plus touchées en raison de leur dépendance totale vis-à-vis des pâturages. À mesure que les animaux s'affaiblissent, la qualité de leur lait et de leur viande chute, tout comme leur valeur marchande. Lorsque les foyers tentent de vendre les animaux qu'ils ne peuvent plus nourrir, ils inondent le marché et réduisent encore davantage les prix. Le prix des céréales, par ailleurs, augmente à mesure que la demande se fait plus forte et que l'offre diminue. Les gens n'ont plus d'autre choix que de s'endetter ou de s'affamer.

Les sources d'eau varient des étangs et des puits peu profonds aux puits creusés à la pompe, dépendants du carburant. La sécheresse récurrente a entraîné l'appauvrissement des nappes phréatiques et les pompes se sont brisées d'usure dans de nombreux puits peu profonds. Dans tous les cas, les étangs sont généralement

saisonniers et secs plusieurs mois par an. La qualité de l'eau est également un problème en ce qui concerne les étangs, particulièrement lorsque les hommes partagent la source avec le bétail. Dans une communauté d'Oromia, le personnel a remarqué que les femmes marchaient jusqu'à sept heures par jour pour aller chercher de l'eau dans un étang lointain après qu'un générateur pompant l'eau de leur puits local s'est brisé.

Outre la crise à évolution lente s'installant dans les régions rurales, une crise à évolution plus rapide s'installait dans le sud-est de l'Éthiopie, où les réfugiés somaliens qui fuyaient la sécheresse et le conflit arrivaient, en juillet, à un rythme de 2 000 personnes par jour. Cette situation représentait un type de problème très différent : d'un côté, la détresse subie par les communautés nomades dispersées en petits nombres sur de vastes distances et de l'autre, la souffrance d'une vaste population en état de malnutrition, toujours plus importante, et arrivant sans rien sur un site démuné de tout. Ces contextes différents ont requis des types de réaction différents de la part d'Oxfam.

Région Oromia (zones Borena et Guji)

Oxfam et son partenaire Gayo ont contrôlé la situation dans la région par le biais d'un système d'alerte anticipée de la sécheresse, baptisé « DEWS », qui dépend des données des foyers pour effectuer le suivi des changements environnementaux à plus grande échelle. En mars 2011, ils ont lancé une initiative « Argent contre travail » dans deux des districts les plus touchés

de Borena, venant ainsi en aide aux familles d'éleveurs et à celles qui alliaient élevage et agriculture.

Les projets « Argent contre travail » impliquaient la réhabilitation de 34 étangs communautaires et ont bénéficié à 5 000 foyers (soit près de 30 000 personnes) déjà gravement touchés par la sécheresse. Ces derniers étaient notamment composés de personnes qui n'avaient, chez elles, ni nourriture ni ressources à vendre pour acheter de quoi manger, de foyers avec un nombre élevé de personnes à charge, de foyers dirigés par une femme, ainsi que de personnes âgées et de personnes handicapées. En payant les gens pour leur travail, Oxfam visait à stimuler le développement des marchés locaux et à donner davantage de flexibilité aux familles pour acheter ce dont leur foyer avait le plus besoin. Le projet avait également pour objectif d'aider les personnes à maintenir leurs ressources existantes, de manière à ne pas devoir les vendre pour acheter de la nourriture. En outre, la réhabilitation des étangs était susceptible d'augmenter la quantité d'eau disponible aux fins de consommation des hommes et du bétail. Les foyers qui ne disposaient de personne en mesure de contribuer au travail dans le cadre du projet recevaient des subventions. De nouvelles séries de projets « Argent contre travail » ont suivi : le travail comprenait l'excavation du limon des étangs et le débroussaillage des pâturages pour permettre à l'herbe de se régénérer et de fournir du fourrage pour le bétail à l'avenir.



Étude de cas Trouver de l'eau en période de sécheresse

Sur la route qui relie Yabello et Dubuluk, deux villes du sud de l'Éthiopie sévèrement touchées par la sécheresse, une averse a donné naissance, début octobre, à des flaques boueuses. Accroupies au bord de l'une d'entre elles, deux femmes étaient concentrées sur leur travail : recueillir l'eau de la flaque dans de grandes cruches en plastique. Il s'agissait de leur source d'eau potable, plus proche que l'étang situé à deux heures de marche de chez elles et qui s'appauvissait. L'eau de la flaque ne les rendait pas malades, d'après leurs propos. Elles y étaient habituées. Une d'entre elles a dit qu'elle utiliserait des comprimés de purification pour traiter l'eau, puis qu'elle la porterait à ébullition avant de la boire.

À des kilomètres de Dubuluk, Abdala Ali, un opérateur de pompe, attendait l'arrivée de carburant. Sans celui-ci, il ne pouvait pas actionner la pompe pour prélever l'eau d'un puits qui alimentait la ville et fournissait de l'eau aux familles vivant au loin, dans la brousse, sans autre approvisionnement. L'eau était livrée par camion par Oxfam, en collaboration avec son partenaire local, The Gayo Pastoralist Development Initiative. Lorsque le carburant est enfin arrivé, il a fallu une heure pour remplir le réservoir de 13 000 litres du camion avec l'eau, chlorée à la main et jaillissant d'un large tuyau. Dans un nuage de gaz d'échappement, le camion s'est éloigné sur les voies poussiéreuses si cahoteuses qu'il a fallu trois ou quatre heures de plus au chauffeur pour arriver à destination, environ 38 kilomètres plus loin.

Pour bien des gens du sud de l'Éthiopie, c'est la routine quotidienne en période de sécheresse sévère : c'est un lieu où l'eau se fait extrêmement rare, où il existe très peu d'infrastructures permanentes pour l'approvisionnement et où récupérer ou transporter chaque goutte d'eau requiert d'énormes déploiements d'énergie. Sans mesures d'urgence, telles que l'approvisionnement par camion, les conséquences seraient catastrophiques pour une multitude d'Éthiopiens.

« Nous serions morts, comme notre bétail » a déclaré Doba Wako, un ancien du petit village d' Afura, qui a indiqué avoir reçu un approvisionnement en eau environ deux fois par semaine. « Nous sommes en vie et nous en sommes reconnaissants. Mais ce n'est pas suffisant. Pas pour nous tous. »

Non loin de là, dans le village de Golicha Goro, Buke Koru a décrit la détresse endurée par les familles de la région. Mère de cinq enfants, elle est membre du comité local

qui supervise la distribution de l'approvisionnement en eau par Gayo. « Les dernières bonnes pluies remontent à trois ans » a-t-elle dit. « Depuis, tout a empiré. Même si on plante du maïs, on n'obtient rien. Les pluies sont insuffisantes. »

À quelques mètres de sa maison, se trouve un réservoir à eau en plastique de 5 000 litres : la bouée de sauvetage de la communauté, régulièrement alimentée par Gayo. Koru conserve la clé qui permet aux villageois d'ouvrir le robinet et de remplir les cruches, jusqu'en haut, avant de les reboucher avec attention pour ne pas en perdre une seule goutte. Un jerrican (20 litres) peut être utilisé par sa famille jusqu'à tard dans l'après-midi, l'eau coulant doucement, en filet, pour la cuisine, la vaisselle et le bain.

Que réserve l'avenir à ces familles ? Un lieu où la pluie est très incertaine et où les options permettant de gagner sa vie sont extrêmement limitées ? « Même si c'est votre dernier souffle, vous gardez toujours espoir » a déclaré Koru. « Nous ferons donc tout ce que nous pouvons. »

Ci-dessous : Buke Koru, mère de cinq enfants, aide à superviser la distribution d'eau dans une région qui n'a presque pas eu de pluies au cours des trois dernières années. Photo : Oxfam



Avec le même partenaire, Oxfam a soutenu un programme de distribution alimentaire complémentaire dans le district de Teltele pour les enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition modérée, les femmes enceintes ou les mères qui allaitaient, ainsi que pour quelques personnes âgées. Ces distributions incluaient le Famix, un complément alimentaire très nutritif, et de l'huile de cuisine en quantité suffisante pour trois mois. Au total, Oxfam et Gayo ont aidé 1 500 personnes.

Des plans ont également été conçus pour la réparation des puits motorisés et l'approvisionnement en eau par camion des communautés dont l'accès aux vivres était très limité : Oxfam a aidé 6 000 personnes pendant les périodes de pénurie d'eau les plus sévères. En outre, Oxfam a travaillé au développement d'un projet de filtre à sable biologique pour donner aux familles un accès à de l'eau propre chez elles. L'organisation a également travaillé à la construction de systèmes adaptés à la collecte des eaux pluviales sur les toits des écoles et des postes de santé afin qu'ils soient opérationnels au retour de la pluie.

Dans la région voisine de Guji, Oxfam a soutenu un partenaire local, Action for Development, qui a collaboré avec les autorités locales de gestion de l'eau afin d'améliorer l'approvisionnement en eau à usage domestique et destinée au bétail. Ils ont nettoyé et renforcé les réservoirs, réparé les pompes à eau et augmenté le nombre de puits creusés à la main disponibles pour les communautés. Parmi les bénéficiaires, on retrouvait notamment quelques-uns des membres les plus vulnérables et sans ressources des communautés, plus particulièrement les femmes, les enfants et les personnes âgées, dont certains étaient employés et payés pour défricher les terres et participer aux réparations. Près de 98 000 personnes ont bénéficié de ce travail.

Région Somali (zones Shenile, Jijiga, d'Adfer et Liben)

Là, le travail a été plus lent : Oxfam n'avait aucun partenaire dans la région et le personnel a dû parcourir de longues distances pour accéder aux communautés isolées, composées d'une petite poignée de foyers, afin de comprendre comment elles s'en sortaient et d'identifier leurs besoins.

La stratégie WASH d'Oxfam incluait également une composante de santé publique très importante. L'organisation a distribué des trousseaux d'hygiène (savon, épurateurs d'eau, un seau à couvercle pour entreposer l'eau et une passoire) à 4 000 foyers ayant participé aux programmes « Argent

contre travail ». Dans le cadre d'une préparation future, Oxfam a stocké des comprimés Aquatabs dans les postes de santé locaux, de manière à ce qu'ils soient prêts à être distribués aux familles afin de les aider à utiliser de l'eau propre en cas d'épidémie de diarrhée aqueuse aiguë. Oxfam a également mené une vaste campagne de santé publique, qui comprenait la célébration de la Journée mondiale du lavage des mains, le 15 octobre, dans les écoles locales et l'assistance des professionnels de la santé de la communauté qui rendaient visite aux foyers pour les sensibiliser au traitement de l'eau et à l'importance de se laver les mains. Plus de 67 000 personnes ont été concernées par les campagnes d'éducation à la santé menées lors de plusieurs rassemblements publics et sur les marchés.

Oxfam a également participé à une initiative de protection de la santé du bétail, en fournissant un soutien vétérinaire sous forme de vaccins et de traitements destinés à près de 25 000 animaux, dont ont bénéficié environ 5 000 foyers.

La région Somali est hautement sujette aux catastrophes naturelles et a été gravement touchée par la sécheresse. Située dans l'est du pays, il s'agit de l'une des régions les plus pauvres d'Éthiopie. Elle est relativement isolée et attire peu l'attention de la capitale fédérale. Le bétail forme la colonne vertébrale de l'économie de la communauté, principalement composée d'éleveurs (à 75 %). La rareté des ressources naturelles et l'éloignement de la zone, couplés aux prix supérieurs à la moyenne qui sont appliqués aux denrées de base, ont contribué à la vulnérabilité des foyers de la région Somali.

Oxfam y travaille depuis neuf ans et a répondu à cette crise alimentaire à l'aide d'un programme d'urgence à grande échelle, en améliorant, notamment, l'accès à l'eau potable et à la sécurité alimentaire, ainsi qu'en promouvant les bonnes pratiques d'hygiène auprès de plus de 137 000 personnes. Les activités ont été conçues de façon à avoir des répercussions immédiates sur la population (p. ex., approvisionnement en eau par camion et réparation des puits, projets « Argent contre travail » et transferts monétaires), tout en entraînant des conséquences à long terme par le biais de la formation des professionnels des comités de l'eau et de la santé animale, ainsi que par le biais de sessions de promotion de l'hygiène.

L'un des principaux défis auxquels l'équipe d'Oxfam a fait face sur le terrain concernait l'accès aux communautés. En tant qu'éleveurs, les membres de ces communautés se déplacent fréquemment avec leurs troupeaux, de sorte que

les latrines permanentes, par exemple, ne sont d'aucune utilité. Par ailleurs, la région Somali est grande et compte de petites communautés pastorales isolées, éparpillées sur une vaste surface, ce qui a créé des défis logistiques considérables.

D'autres défis ont également dû être relevés. Les sessions de promotion de l'hygiène, par exemple, ont dû être adaptées à un contexte de sécheresse en réduisant l'utilisation de l'eau au minimum. Oxfam a été contraint de négocier avec les autorités locales avant d'octroyer des subventions sans condition aux familles incapables d'assumer un emploi rémunéré (p. ex., les personnes âgées, handicapées ou ayant des enfants à charge), étant donné qu'il ne s'agit pas d'une tactique de soutien reconnue dans des circonstances normales. En résumé, l'intervention dans la région Somali ciblait des bénéficiaires difficiles à atteindre, situés dans des lieux difficiles d'accès.

Le travail d'Oxfam dans la région Somali continue de répondre aux besoins chroniques par le biais de programmes de développement à long terme, tout en contrôlant étroitement les conditions locales, de façon à pouvoir lancer une autre réaction d'urgence pertinente et opportune, au besoin. Grâce à cette approche à plus long terme, Oxfam vise à augmenter les capacités et la préparation des communautés vulnérables afin de réduire leurs propres risques de catastrophe et de renforcer leur résilience aux futurs bouleversements.

Dollo Ado

Le site, à Dollo Ado, dans la région Liben, à la frontière avec la Somalie, est un désert venteux de sable et de pierres. À la mi-juillet 2011, lorsqu'Oxfam a obtenu l'autorisation de travailler au camp qui y est installé, baptisé « Hiloweyn », l'organisation a commandé un avion entier d'équipement pour apporter de l'eau et des installations d'assainissement à plus de 60 000 personnes. À la fin du mois, l'équipement avait été remorqué d'Addis-Abeba jusqu'à cette région frontalière, où les équipes techniques l'attendaient. À Dollo Ado, creuser, à n'importe quelle profondeur, s'avère être une tâche très difficile, en raison du sol rocheux : sans machine, il est impossible d'atteindre une profondeur supérieure à 30 cm. Oxfam s'est procuré de l'eau à partir d'une usine de traitement établie sur le fleuve Genale, à 2,5 km du camp. Une fois chlorée, l'eau a été remorquée jusqu'au camp (le travail a commencé en septembre par la pose d'une canalisation entre l'usine de traitement et le camp) et entreposée dans des réservoirs de

70 000 litres, à partir desquels elle a été acheminée jusqu'aux fontaines disposées au sein du camp. À la mi-septembre, la population recevait 16 litres d'eau par personne et par jour : volume supérieur aux 14 litres ciblés à l'origine. Une petite équipe de membres du personnel a travaillé 24 h/24 pour préparer le site à mesure que des gens arrivaient. Un travailleur humanitaire en a parlé comme « l'organisation Oxfam au meilleur d'elle-même ».

La construction des latrines s'est avérée être un défi particulier, en raison du terrain rocheux. Oxfam a eu recours à un excavateur de tranchées spécialisé, appartenant à l'ONU, pour creuser des latrines communales et a bâti des latrines surélevées sur des sacs de sable. Les promoteurs de santé ont organisé les résidents du camp en comités d'hygiène, les ont formés à l'importance de la purification de l'eau et aux pratiques de gestion sécurisée des excréments et ont régulièrement mobilisé des campagnes de nettoyage du camp. Les principaux problèmes de santé résidaient dans les taux élevés de

Abbra, un chauffeur d'Oxfam, prête main forte à l'heure de préparer les camps pour les réfugiés en construisant le robinet d'un point d'eau.
Photo: Jane Beesley.



malnutrition et de rougeole. Par ailleurs, au cours des premiers mois, une alerte à la diarrhée aqueuse a été lancée, qui a maintenu le personnel sur ses gardes.

Le travail a également été réalisé en collaboration avec les communautés éthiopiennes aux alentours de Dollo Ado. La population environnante était également touchée par la sécheresse et l'afflux de milliers de Somaliens menaçait d'exercer une forte pression sur les ressources déjà rares. À titre de réaction immédiate, Oxfam a acheminé de l'eau supplémentaire vers ces communautés et a distribué des produits non alimentaires (seaux, cruches, etc.) à plus de 3 500 foyers à Dollo Ado. En outre, Oxfam a réparé les infrastructures d'approvisionnement en eau traditionnelles, telles que les puits creusés à la main, les étangs et les birkats (installations d'entreposage de l'eau), de manière à augmenter la capacité de la population locale à gérer les répercussions des sécheresses à venir. Dans la ville de Dollo, les latrines étaient terminées en peu de temps afin de mettre à niveau les installations du centre de santé principal. D'autres activités de promotion de la santé ont également été organisées pour les autorités locales et les communautés de la région, assurant, notamment, une formation sur les pratiques d'hygiène sécurisées, telles que le meilleur entreposage de l'eau et l'enrayage de la transmission des maladies liées à l'eau. Début 2012, Oxfam a commencé à réparer et à améliorer de nombreux systèmes d'approvisionnement en eau traditionnels et motorisés, le long du fleuve Dawa et dans des zones plus éloignées, où l'eau se faisait rare, au bénéfice de plus de 10 000 personnes. Les systèmes motorisés requièrent un investissement plus conséquent en raison des pompes et du carburant (ou de l'énergie solaire) nécessaires, mais elles approvisionnent de manière satisfaisante des populations plus denses. Dans les localités où les populations sont plus réduites, les systèmes d'approvisionnement en eau manuels sont plus adaptés. Des projets de construction des latrines et de collecte des eaux de pluie ont également été mis en place, plus particulièrement dans les écoles et les postes de santé.

Gorobaqqa

Le travail d'Oxfam à Gorobaqqa, dans la région d'Afder, était particulièrement important dans la mesure où aucun autre organisme international ne travaillait dans cette région gravement touchée par la sécheresse et habitée par 56 000 personnes. Le programme d'Oxfam consistant à fournir un approvisionnement en eau et une sécurité alimentaire d'urgence aux personnes rendues vulnérables par l'absence répétée

de précipitations s'est révélé un véritable défi, car les routes de cette région étaient particulièrement dégradées, d'où un accès difficile aux communautés isolées. Malgré cela, Oxfam a lancé une opération d'acheminement de l'eau par camion pour atteindre la majorité de la population touchée par la sécheresse, nombre qui s'est élevé à 3 900 foyers, et a distribué des articles non alimentaires à plus de 5 200 des foyers les plus vulnérables de la région.

Une campagne de vaccination et de traitement de masse a été lancée début 2012 pour réduire la menace d'épidémie et la prévalence des maladies affectant le bétail. Cette opération, effectuée en étroite collaboration avec les autorités locales et les dirigeants des communautés, a été la première de ce genre dans la région. Par conséquent, plus de 1 700 chèvres, chameaux et vaches ont été vaccinés et traités (à Gorobaqqa, Ghura Damole et Karsadula).

Oxfam a également réparé et reconstruit 12 birkats et étangs traditionnels, atteignant ainsi 3 500 personnes, tout en menant des activités de promotion de l'hygiène, de manière à veiller à ce que les règles d'entreposage et d'utilisation sécurisées de l'eau aient bien été comprises. Pour augmenter la capacité d'entreposage de l'eau des populations locales, Oxfam a organisé le transport d'un bulldozer jusqu'aux communautés vivant à proximité de l'un des plus grands étangs intérieurs de la région, où il a été utilisé pour approfondir et délimoner l'étang, améliorant ainsi l'accès à l'eau pour plus de 6 000 personnes et 37 000 animaux.

Un projet de remise de coupons à grande échelle permet encore à 1 100 des foyers les plus vulnérables d'accéder aux denrées alimentaires de base et d'acheter des chèvres pour étoffer les troupeaux. Cette initiative, mise en place avec les coopératives locales, a également eu un effet très positif sur le développement de l'économie locale, jusqu'à présent assez limitée en raison de l'éloignement de la région. 400 foyers supplémentaires ont bénéficié d'activités « Argent contre travail » relatives au creusement de quatre étangs à eau.

Tigray

Oxfam a organisé une série d'activités rémunérées, dans le cadre de laquelle les communautés ont érigé des digues de correction, terrassé des collines et construit des routes contre un salaire quotidien. Ces activités ont aidé 17 000 personnes. Elles ont également réparé ou réhabilité des sources d'eau, vacciné les animaux et mené des campagnes de santé publique auprès des groupes communautaires.

KENYA

Début 2011, le personnel d'Oxfam avait prédit que la population aurait besoin d'une aide d'urgence si avril n'apportait pas de pluie. Les points d'eau en surface (bacs à eau, puits peu profonds et puits traditionnels creusés à la main) ont commencé à s'assécher dans le nord du pays dès le mois de février, et la migration résultante des communautés vers les puits a provoqué une surpopulation, des pannes mécaniques et des conflits potentiels. Comme en Éthiopie, les régions les plus touchées par la sécheresse étaient les districts occupés par les éleveurs, dans le nord, où jusqu'à 95 % des gens, dans certaines zones, vivaient en dessous du seuil de pauvreté international. Ces zones sont largement marginalisées et souffrent d'un manque d'attention de la part de l'État, de faibles taux d'investissements privés, d'épidémies régulières touchant le bétail et de la sécheresse récurrente.

Oxfam a établi un programme de longue durée dans ces régions arides et semi-arides, spécialement conçu pour répondre à ces crises de pauvreté et de stress environnemental chroniques et prolongées. En mars, Oxfam a commencé à augmenter son niveau de soutien, à l'aide d'un programme

d'atténuation de la sécheresse, impliquant des distributions d'argent, le remorquage de l'eau, des activités de santé animale, telles que la vermifugation et l'élimination des animaux les plus faibles pour protéger l'approvisionnement alimentaire des troupeaux restants. Dans les mois qui ont suivi, l'organisation a intensifié ses programmes dans les régions Wajir et Turkana pour atteindre 250 000 personnes. Toutefois, alors que quelques donateurs assuraient un financement supplémentaire, les contraintes globales liées au financement limitaient les possibilités d'actions menées par Oxfam. Les donateurs n'ont pas fourni de fonds supplémentaires destinés aux programmes étendus avant que l'État kenyan ne déclare officiellement l'état d'urgence, fin mai.

Fin juin, les médias internationaux ont relayé la gravité de cet état d'urgence. La Somalie était au centre de ces informations et, étant donné qu'aucune nouvelle équipe ne pouvait pénétrer en Somalie, les gros titres évoquaient principalement le camp de Dadaab, situé dans le nord-est du Kenya. Contrairement à Dollo Ado, en Éthiopie, le camp de Dadaab n'était pas une nouveauté : cela fait 19 ans que les Somaliens fuient le conflit et

s'y établissent et il était donc déjà réputé comme étant le plus grand camp de réfugiés au monde. Cependant, le flux n'a cessé d'augmenter en 2011 et la réticence précédemment exprimée par les autorités le concernant a évolué en mai, lorsque l'autorisation d'étendre les sites existants et d'y réinstaller les réfugiés a été accordée.

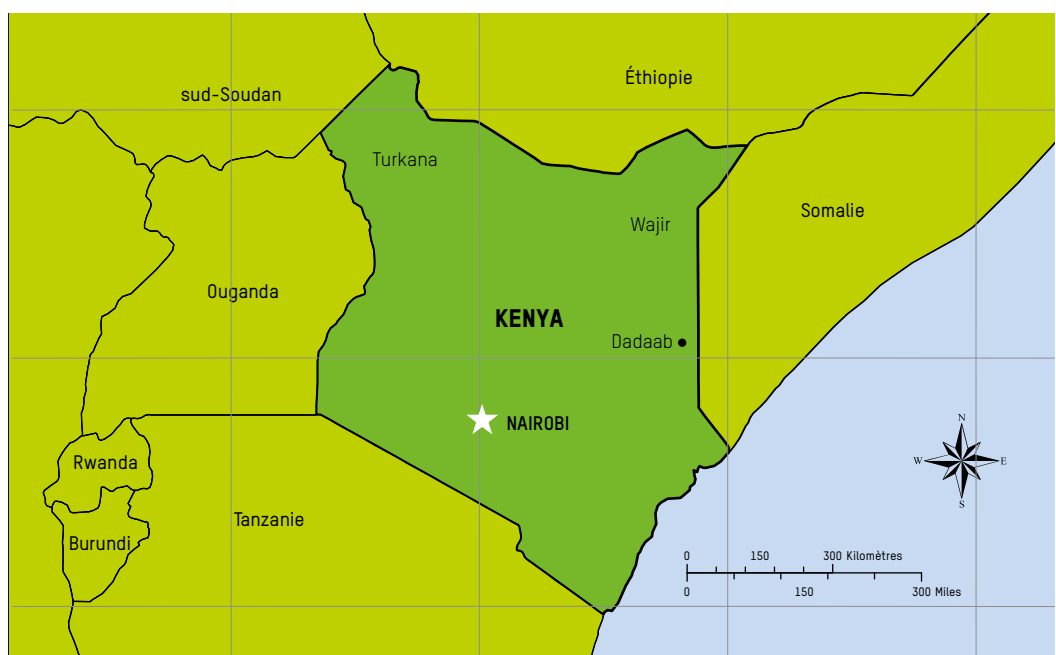
Depuis 2010, Oxfam a été peu représenté au camp de Dadaab, où l'organisation a été chargée de concevoir et d'installer des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour 40 000 personnes, au maximum, sur le nouveau camp, baptisé « Ifo 2 East ». Le travail a été retardé à partir de janvier 2011, lorsque l'État a ordonné la suspension du travail à Ifo 2, autrement dit l'interdiction d'ouvrir le camp. Après un retournement de situation en juillet (dans lequel le travail de plaidoyer d'Oxfam s'est avéré décisif) et à la suite de l'accord concernant l'ouverture de deux autres camps (Ifo 2 West et Kambioos), Oxfam s'est engagé davantage, en promettant de fournir des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement pouvant atteindre jusqu'à 210 000 personnes.

Maintenir la vie et les moyens de subsistance dans le nord

En juillet 2011, le marché du bétail dans le nord du Kenya s'était presque entièrement effondré. Le prix d'une vache avait chuté de 200 à 30 dollars. Les gens marchaient pendant de très longues distances pour trouver de l'eau pour eux et les animaux qui avaient survécu, tandis qu'une pression intense s'exerçait sur les points d'eau. Oxfam s'est concentré sur deux points : le besoin urgent d'augmenter l'approvisionnement en eau

disponible à un niveau adapté et l'exigence, tout aussi importante, mais moins « salvatrice », de maintenir les marchés opérationnels et d'enrayer la perte de ressources des populations. Dans la région de Turkana, le personnel d'Oxfam travaillait directement avec les communautés, alors qu'à Wajir, l'organisation travaillait uniquement par le biais de partenaires. À Wajir, 27 sites ont été rapidement identifiés comme ayant besoin d'eau le plus rapidement possible, soit les communautés dans lesquelles l'approvisionnement s'était totalement asséché. Les partenaires d'Oxfam ont commencé à acheminer un approvisionnement régulier par camion à ces communautés, parcourant en moyenne 70 km par voyage et approvisionnant 76 000 personnes, en versant l'eau dans des réservoirs de stockage souterrains spécialement conçus à ces fins. Lorsque les puits existaient déjà, mais avaient été abîmés par l'utilisation excessive ou l'ancienneté, Oxfam les a réparés et a subventionné les communautés pour les aider à acheter du carburant pour les pompes.

Des évaluations préalables des marchés, à Wajir comme à Turkana, ont indiqué que, contrairement à ce qui se produisait en Somalie, la nourriture disponible localement était très rare. L'État kenyan met régulièrement en place un programme de protection ciblant les plus pauvres de la société, mais le nombre de personnes vulnérables a augmenté, à un rythme constant, au cours de l'année. Le pouvoir d'achat de la population a diminué pendant plusieurs mois et cette situation a découragé les commerçants d'apporter de la nourriture que peu de gens pouvaient se permettre d'acheter. Toutefois, ceci signifiait que, malgré



Étude de cas Énergie solaire au Kenya

Pendant les périodes de sécheresse à Turkana, de nombreuses communautés ont eu besoin d'un soutien externe significatif afin de veiller à ce que les points d'eau restent fonctionnels et de réduire les décès humains et animaux.

Les systèmes à diesel aux points d'eau sont en mesure d'assurer un débit très élevé, mais leur consommation de carburant est synonyme de coûts d'exploitation également très élevés. En période de sécheresse, il est possible qu'ils doivent fonctionner 18 heures par jour pour maintenir les hommes et les animaux en vie. Cependant, c'est lorsque les populations ont le plus grand besoin d'eau qu'elles ont le moins d'argent et qu'elles sont le moins en mesure de faire fonctionner ces pompes à diesel.

De nombreuses pompes à diesel ont excédé leur durée de vie nominale et sont mal entretenues. Leur taux de panne est élevé. Si les États ou les ONG fournissent du carburant et des pièces détachées pour subventionner les coûts d'exploitation, ils renforcent un sentiment de dépendance et échouent lorsqu'il s'agit de résoudre les problèmes économiques et de gestion sous-jacents.

Dans le cadre de son Initiative de gestion de la sécheresse, Oxfam a installé huit systèmes de pompes solaires dans sept villages. Cinq d'entre eux ont remplacé les pompes à diesel, permettant ainsi les comparaisons.

Les sept communautés ont toutes signalé des avantages considérables et, de manière prépondérante, un meilleur accès à l'eau et une plus grande fiabilité de l'approvisionnement. La preuve tangible réside dans le fait que, pendant la sécheresse 2011, tous ces villages géraient leur approvisionnement en eau de manière indépendante et étaient même en mesure de définir de petites parcelles irriguées.

La communauté de Meyan dépendait auparavant de « trous » traditionnels, creusés à la pelle, qui s'avéraient dangereux, non seulement en raison des maladies liées à l'eau, mais également physiquement, en raison du risque d'effondrement, qui entraîne l'ensevelissement et la mort des gens venus recueillir de l'eau. La pompe solaire a fourni à ce village un approvisionnement continu en eau, utilisé pour démarrer des potagers et faire cuire les aliments. La communauté signale une diminution du taux de maladies et, surtout, les villageois sont heureux de pouvoir accéder à l'eau même pendant les périodes au cours desquelles il est difficile de rassembler la somme nécessaire pour payer le carburant.

Deux hypothèses courantes concernant l'inadéquation supposée de l'énergie solaire, en particulier, ont été mises en doute : la première concerne le fait que le débit

d'une pompe solaire n'est pas en mesure de répondre à la demande. En réalité, le débit net des pompes solaires est nettement supérieur à celui de leurs homologues à diesel. La seconde concerne le fait que le coût d'investissement de l'énergie solaire est considérablement supérieur à celui du diesel. C'est faux. Les pompes solaires ont tendance à remplacer les pompes et les générateurs submersibles à grande capacité de coût comparable ou supérieur. Par ailleurs, comme prévu, les coûts d'exploitation associés à une pompe solaire sont très réduits. Dans le village de Kaaleng, les utilisateurs d'eau indiquent avoir économisé environ 1 240 dollars et remboursé leurs dettes.

Toutefois, tous ces avantages vont de pair avec quelques inconvénients. Les pompes solaires ne sont pas en mesure de prélever une quantité d'eau suffisante dans les puits profonds. Le débit chute également beaucoup si le ciel est nuageux et il est nul pendant la nuit. Cependant, ces inconvénients sont facilement surmontables à l'aide d'un petit générateur à essence de secours (dont chaque village dispose).

La région de Turkana est idéalement adaptée aux pompes solaires, car elle est très ensoleillée et les nappes phréatiques sont assez superficielles. Dans les lieux où la demande est plus importante et/ou les nappes phréatiques sont plus profondes, de tels systèmes peuvent ne pas s'avérer adéquats. Néanmoins, l'expérience d'Oxfam dans la région de Turkana prouve que l'énergie solaire est plus simple, plus fiable et qu'elle représente un pas de géant dans la bonne direction en matière de promotion de l'indépendance des communautés pendant la saison sèche et la sécheresse, ainsi que de réduction du niveau de soutien externe.

Ci-dessous : Des panneaux solaires fournissent l'énergie nécessaire au système de distribution d'eau géré par l'association des utilisateurs d'eau de Loarengak, au Turkana, Kenya. Photo : Jane Beesley.



les conditions proches de la famine qui faisaient rage dans l'ensemble du Kenya, la nourriture pouvait être mise à disposition si les commerçants apprenaient qu'ils y trouveraient finalement leur compte.

Les subventions ont donc joué un rôle prépondérant dans l'intervention d'Oxfam, afin de maintenir un système de marchés classique et d'aider les consommateurs, comme les fournisseurs. Dans le comté de Wajir, Oxfam a travaillé avec les banques locales pour distribuer de l'argent à 25 % de la population (plus de 150 000 personnes). L'organisation a donné la priorité à la participation des femmes vulnérables, particulièrement aux foyers dirigés par une femme. Les visites de contrôle, destinées à vérifier l'utilisation de l'argent, ont montré qu'une large proportion était dédiée à l'achat de denrées alimentaires, alors que le reste concernait les frais de scolarité des enfants, les traitements médicaux et le remboursement des dettes des foyers. Tout comme sur l'amélioration du bien-être physique des foyers, les subventions ont eu un effet profond sur les relations entre mari et femme, renforçant la confiance en soi des femmes en tant que responsables de l'argent et le respect qu'elles recevaient des hommes.

À Turkana, Oxfam a adopté une nouvelle tactique, qui consistait à travailler directement avec les commerçants en tant que distributeurs d'argent. L'organisation a subventionné 115 commerçants locaux pour les encourager à acheter du bétail, puis a identifié plus de 5 000 foyers (dont 82 % étaient dirigés par une femme) destinés à recevoir une subvention de 3 000 shillings kenyans (soit environ 34 dollars), accordée aux commerçants pour redistribution. Faire appel au réseau de commerçants s'avérait plus rapide, plus efficace et plus sécurisé que le recours aux autres mécanismes de distribution. Les évaluations préalables ont montré que les bénéficiaires ont augmenté le nombre et la variété des repas quotidiens et qu'ils ont arrêté de vendre ou d'éliminer leur bétail. Plus de 60 % des subventions ont été dépensés pour l'alimentation et des pourcentages plus réduits ont été dédiés à l'éducation, à l'établissement de petits commerces, aux besoins en matière de santé des familles et au remboursement des dettes.

Dadaab, le plus grand camp de réfugiés au monde

Oxfam a assumé une responsabilité colossale avec son engagement de répondre à 100 % aux besoins en eau et en assainissement des autres sites désignés par l'État kenyan au camp de Dadaab. Pendant les problèmes bureaucratiques qui ont retardé le

transfert des réfugiés vers Ifo 2, Oxfam a utilisé les systèmes d'approvisionnement en eau installés là-bas pour prolonger une canalisation du site vide vers un autre site plein, solution plus rapide que l'établissement d'un système d'approvisionnement entièrement neuf.

Le travail d'Oxfam au camp de Dadaab a continué à un rythme constant pendant un an, entre l'extension de l'infrastructure dans les nouveaux camps, les opérations de maintenance de routine sur les canalisations, l'entretien des générateurs et le creusement de nouvelles latrines. Maintenir un environnement hygiénique dans un camp aussi peuplé est vital : Oxfam distribue régulièrement des trousseaux de nettoyage (notamment des râteliers, des brouettes, des gants, des balais et des masques anti-poussière), ainsi que des jerricans et du savon. L'organisation mène, par ailleurs, des campagnes de santé publique à grande échelle destinées à promouvoir l'importance du lavage des mains et à communiquer sur les risques de maladies diarrhéiques.

Outre le travail dans les sites au sein du camp, il a été important de soutenir les communautés environnantes, également touchées par la sécheresse, mais souvent plus oubliées des médias. Les tensions entre la population résidente et les réfugiés étaient nombreuses. Oxfam a essayé de réduire la possibilité de points critiques en remorquant de l'eau et en subventionnant du carburant pour les pompes à eau utilisées par les communautés hôtes. À titre de mesure à long terme, Oxfam a fourni de nouveaux puits, construit des latrines et des bains publics, fourni des ânes et des charrettes à certains des plus pauvres de ces villages.

Les tensions, toutefois, ont persisté à Dadaab. Des menaces de violence et de kidnapping ont commencé à limiter les opérations d'Oxfam aux « activités de sauvetage uniquement » à la mi-octobre. Ceci a coïncidé avec la saison des pluies, qui a entraîné des inondations localisées des sites et a augmenté le risque de choléra. Les solides relations d'Oxfam avec les entrepreneurs locaux et les communautés elles-mêmes lui ont permis de déléguer la majorité du maintien des normes d'hygiène et de santé publique du camp pendant l'absence de son personnel. Au fil de l'année, Oxfam a beaucoup accompli, malgré des circonstances très difficiles : au cours des derniers mois, l'organisation a délégué, de manière permanente, la majorité de son travail aux communautés et aux autres organisations, mais elle restera présente à Ifo 2 East pour soutenir jusqu'à 40 000 personnes l'année prochaine, au moins.

Étude de cas Alice Elim Koloy : une petite commerçante à Turkana

« J'ai été très touchée par la sécheresse. La majorité de mon bétail a été détruite. Le prix des articles a fortement augmenté... tout le monde a été touché. Il n'y avait pas assez d'eau, tout s'est asséché et les points d'eau montraient une forte congestion. Même cuisiner est devenu un problème, en raison du manque d'eau. Pendant la sécheresse, nous avons rapproché ce qui nous restait de bétail des zones frontalières, mais des conflits sévissent là-bas, qui nous opposent à la population soudanaise, car elle y emmène également ses animaux, en raison du manque d'eau et d'herbe.

Grâce à ce projet [d'Oxfam], mon commerce s'est développé et j'ai pu acquérir davantage de bétail. Étant donné que je travaille plus, ma famille souffre de moins en moins de la faim, car nous pouvons désormais nous acheter de quoi manger. Je suis actuellement en mesure de payer les uniformes scolaires et les frais de scolarité et mes enfants peuvent aller à l'école. J'ai maintenant une maison en tôle et nous y construisons des toilettes... Je n'avais rien de tout cela avant le projet. Je prévois, à présent, de développer le magasin en

l'agrandissant. Autre chose : je bénéficie maintenant d'un pouvoir économique plus fort. Je peux acheter de nouveaux vêtements et envoyer mes enfants à l'école. J'ai l'impression d'être digne aux yeux des villageois. J'ai l'impression d'être quelqu'un maintenant et je suis reconnue.

J'ai développé des compétences de budgétisation. Je sais comment donner la priorité aux biens que j'achète pour les revendre en identifiant les produits qui partent plus vite, ceux qui se vendent bien et ceux qui ne se vendent pas... je n'achète pas ces articles ou j'en achète moins. Je connais également l'importance d'entretenir de bonnes relations client-commerçant et l'importance de prendre soin de ses clients... en leur fournissant, par exemple, les articles qu'ils demandent.

Les gens me font confiance, car je ne déduis pas d'argent et ils me respectent pour cela. Je suis également très occupée et je suis heureuse de travailler. Avant, à cause de la sécheresse, j'avais peu à faire... pas de commerce, pas d'argent et aucune autre opportunité de travail... je me sentais donc inutile et j'en étais malheureuse. »



◀ Alice Elim Koloy, devant sa boutique. Grâce à l'aide d'Oxfam, Alice a pu développer son activité et payer l'école pour ses enfants.
Photo : Jane Beesley

PLAIDOYER RÉGIONAL

Au début 2011, Oxfam s'est efforcé de faire pression sur les États afin d'obtenir une réponse décisive à la crise, en sécurisant l'augmentation des financements pour empêcher la situation d'empirer et en réalisant un travail de plaidoyer extensif, aux niveaux national et régional, afin de mettre en évidence les problèmes à long terme qui ont aggravé la situation. Puis, en juillet, Oxfam a contribué à l'établissement de la campagne « Africans Act 4 Africa » (AA4A), fondée sur des mouvements populaires, qui a fourni une plateforme aux citoyens africains, leur permettant de faire appel à leurs propres gouvernements et aux organismes régionaux, tels que l'Union africaine, pour répondre à la crise alimentaire de toute urgence. Les célébrités et musiciens populaires d'Afrique ont interpellé les médias sociaux et traditionnels à travers le continent pour veiller à ce que la couverture soit globale ; la campagne a permis d'exercer une pression politique essentielle. Les États africains ont engagé 43 millions de dollars pour financer les efforts humanitaires. La campagne AA4A continuera de travailler pour demander des comptes aux États concernant la fourniture de ces fonds et pour s'assurer que, la prochaine fois, ils interviendront plus rapidement pour protéger les populations vulnérables.

En septembre 2011, Oxfam a rejoint ses partenaires du monde entier pour développer, ébaucher et lancer la Charte pour éradiquer la faim. Elle demande aux États d'assumer leurs responsabilités en prenant des mesures concrètes pour empêcher les crises alimentaires à venir. La charte a reçu un vaste soutien de figures internationales clés, notamment le Premier ministre kenyan, le Commissaire de l'UE pour le développement international et le Secrétaire d'État du Royaume-Uni pour le développement international.

Oxfam fait partie du consortium Regional Learning and Advocacy Project (REGLAP), un programme régional de formation et de plaidoyer multi-organisations, qui documente les bonnes pratiques et les leçons tirées du passé sur la manière de mieux renforcer la résilience des communautés occupant les terres sèches d'Afrique de l'Est. Le consortium fait pression sur les États, les ONG et les autres intervenants afin qu'ils adoptent de meilleures politiques.

En janvier 2012, Oxfam a publié un rapport influent, *Un retard dangereux*, en collaboration avec l'ONG Save the Children. Depuis lors, de nombreux



donateurs ont annoncé des approches plus flexibles du financement, qui permettront des investissements à plus long terme, avant que la situation ne s'envenime. L'Union européenne mérite d'être citée pour son financement rapide et généreux de la crise alimentaire 2012 en Afrique de l'Ouest, à l'aide des fonds humanitaires destinés à l'atténuation anticipée des crises en cours de développement. Plusieurs pays, dont le Kenya et l'Éthiopie, développent à présent des plans destinés à établir la résilience de leur population face à la sécheresse chronique. Toutefois, la crise alimentaire actuelle, qui sévit en Afrique de l'Ouest, indique également que de nombreux acteurs doivent encore mettre en pratique les leçons tirées de la crise qui a fait rage dans la Corne de l'Afrique. Ces leçons incluent l'importance des systèmes d'alerte précoce, en se concentrant davantage sur les moyens de subsistance, ainsi que sur les projections des mécanismes d'adaptation et de sécurité alimentaire que sur les données nutritionnelles, sur le besoin d'investissements substantifs des donateurs dans les activités de résilience et d'atténuation anticipée des communautés et des foyers, ainsi que sur le soutien au développement des capacités dans la société civile afin de gérer les situations de crise et les bouleversements. Oxfam continue à plaider auprès des acteurs concernés pour les encourager à modifier leurs approches et à mieux relever les défis des années à venir.

▲ Dadaab : pour empêcher l'accumulation d'algues dans les containers, les femmes et les jeunes filles reçoivent du savon et une formation pour apprendre à bien les nettoyer.
Photo: Jo Harrison.

FINANCES

Oxfam a collecté 118,8 millions de dollars pour son programme d'intervention face à la sécheresse. Fin juin 2012, environ 86,7 millions de ces fonds auront été dépensés. Il existe des plans relatifs à la dépense des fonds restants, constitués à la fois des revenus des appels aux citoyens et des contrats conclus avec les donateurs, pendant l'année qui vient.

Remarque : ce rapport financier s'appuie sur des prévisions des revenus et des dépenses d'avril à juin 2012.

Sources de financement

Les fonds pour l'intervention d'Oxfam face à la sécheresse en Afrique de l'Est ont été issus d'une vaste gamme de sources : 32,7 millions de dollars du total ont été issus de dons des citoyens et 15,2 autres ont été issus d'autres mécanismes, tels que le fonds Dutch Cooperating Organisation (SHO),

la Coalition humanitaire canadienne et le Disaster Emergency Committee (DEC) du Royaume-Uni.

Les États et les autres organisations ont apporté 63,8 millions de dollars pour soutenir l'intervention. Les États ayant soutenu l'intervention d'Oxfam incluent l'Australie, la Belgique, le Canada, les Pays-Bas, la France, Hong Kong, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande, des communautés autonomes d'Espagne, la Suède, l'Écosse, le Royaume-Uni et les États-Unis¹. Les autres organisations incluent l'Office humanitaire de la Communauté européenne (ECHO) et plusieurs agences de l'ONU, comme l'Agence pour les réfugiés (UNHCR), le Fonds pour l'enfance (UNICEF) et l'Office pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA). Les 7 millions de dollars restants ont été issus d'autres sources, notamment des fondations et des fiducies.

¹ Oxfam Amérique n'accepte pas directement les fonds publics américains. L'argent a été donné à Oxfam GB.

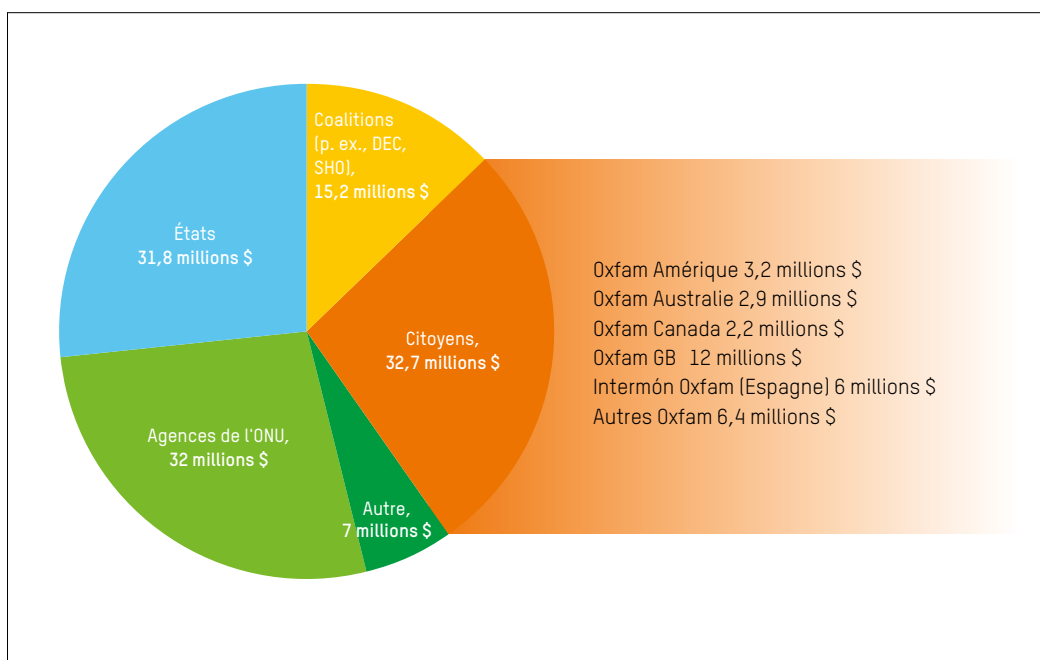


Figure 3 : Sources de financement de l'intervention d'Oxfam en Afrique de l'Est en réponse à la sécheresse de 2011/12 (total : 118,8 millions de dollars)

Remarque : les totaux des appels aux citoyens affichés excluent les revenus utilisés pour couvrir les coûts de collecte de fonds.

Affilié	Revenu reçu
Oxfam Amérique	5,4 millions \$
Oxfam Canada	5,3 millions \$
Oxfam GB	77,7 millions \$
Intermón Oxfam (Espagne)	8,5 millions \$
Oxfam Novib (Pays-Bas)	20,6 millions \$
Pas encore alloués	1,3 million \$
Total	118,8 millions \$

Figure 4 : Fonds alloués par les affiliés d'Oxfam (total : 118,8 millions de dollars)

La confédération Oxfam est composée de 17 affiliés indépendants, travaillant de concert pour partager la formation, l'expérience et les ressources, afin d'optimiser l'impact et les résultats. Les principaux affiliés Oxfam travaillant avec les partenaires et fournissant des activités dans le cadre du programme dans la Corne de l'Afrique sont les suivants : Oxfam Amérique, Oxfam Canada, Oxfam GB, Intermón Oxfam (Espagne) et Oxfam Novib (Pays-Bas). Toutefois, l'appel de fonds et les autres activités de campagne et médiatiques ont fait l'objet d'une réponse à l'échelle de la confédération.

Comment l'argent a-t-il été dépensé ?

En ce qui concerne les dépenses, l'accent a principalement été mis sur les produits et le matériel humanitaires ; 38,2 millions de dollars

ont été dédiés au travail d'urgence sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance et 23,3 millions de dollars, aux interventions relatives à l'eau et à l'assainissement. 5,5 autres millions de dollars ont été consacrés aux autres activités du programme, notamment le plaidoyer, les campagnes et les médias. 15,6 millions de dollars ont été dépensés dans le soutien direct du programme, notamment le soutien financier, logistique, RH et du programme ; la totalité, à l'exception d'un million de dollars, a été dépensée localement. 4,1 millions de dollars supplémentaires ont été consacrés aux sièges sociaux, afin de fournir le contrôle, la coordination et la génération de rapports nécessaires pour soutenir efficacement les programmes en cours des affiliés.

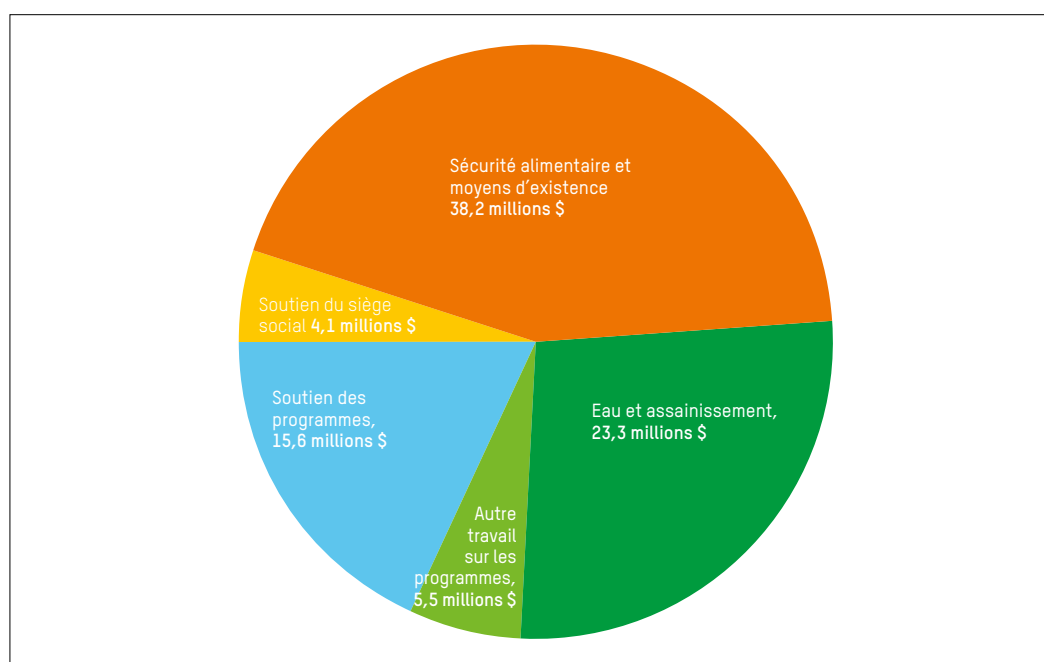


Figure 5: Dépenses liées à l'intervention d'Oxfam en Afrique de l'Est en réponse à la sécheresse de 2011/12 (total : 86,7 millions de dollars)

Remarque : la quasi-totalité des dépenses de soutien au programme a été effectuée localement et inclut les frais de logistique.

Pays	Dépenses directes dans le cadre du programme	Soutien au programme	Autres coûts de soutien	Total
Éthiopie	16,7 millions \$	7,5 millions \$	-	24,2 millions \$
Kenya	16,5 millions \$	0,9 million \$	-	17,4 millions \$
Somalie	33,8 millions \$	4,7 millions \$	-	38,5 millions \$
Régional	-	1,5 million \$	-	1,5 million \$
Siège social	-	1 million \$	4,1 millions \$	5,1 millions \$
	67 millions \$	15,6 millions \$	4,1 millions \$	86,7 millions \$

Figure 6 : Dépenses par pays/région : 86,7 millions \$ au total

L'AVENIR : RÉDUIRE LES RISQUES

La Corne de l'Afrique souffre et continuera à souffrir des conditions de sécheresse cyclique chroniques. Ceci différencie beaucoup la situation de celles des catastrophes ponctuelles, à survenue rapide, telles que le tsunami d'Asie du Sud-Est ou le séisme à Haïti. Au cours de l'année, Oxfam a pu évoluer du segment « assistance humanitaire » aux segments « reconstruction » et « atténuation » du modèle de gestion du cycle de la sécheresse (illustré en Figure 1, page 5). Toutefois, même si les pluies de novembre ont été bonnes (et de fortes pluies faisant suite à une sécheresse posent des problèmes spécifiques), les précipitations de la saison mars-avril 2012 se sont avérées éparées et inadéquates dans de nombreux endroits et les prévisions pour le reste de l'année restent mitigées. Oxfam et ses partenaires doivent donc rester vigilants, car ils devront peut-être se préparer pour une autre période d'assistance humanitaire dans certains endroits si, à nouveau, les pluies ne tombent pas.

Toutefois, ils reconnaissent également que, bien que la sécheresse dans les zones sèches, telles que celles-ci, soit impossible à prévenir, elle n'est qualifiée de « catastrophe » que lorsque le nombre de personnes vivant dans des conditions d'extrême pauvreté augmente, sans que les ressources pour les protéger contre des bouleversements mineurs, comme une absence de précipitations localisée, ne leur soient accessibles. C'est l'élément émanant de l'Homme dans cette catastrophe « pas tellement naturelle ». Le risque de catastrophe est engendré par l'inégalité et l'injustice, qui touchent principalement les pauvres et les marginaux. Les systèmes d'alerte précoce peuvent désormais réaliser des prévisions météorologiques très précises, mais ils sont efficaces uniquement si une action anticipée est entreprise par la suite.

Les leçons tirées de la sécheresse dans la Corne de l'Afrique en 2011 ont été clairement résumées dans le rapport conjoint d'Oxfam et de Save the Children, Un retard dangereux. Comme l'a déclaré Jan Egeland (Coordonnateur humanitaire de l'ONU en 2003-2006) : « L'ironie dans tout cela, c'est que le monde avait été averti de l'imminence de cette catastrophe, mais n'a rien fait pour empêcher qu'elle se produise ». Un retard dangereux examine les facteurs qui ont permis l'escalade de la sécheresse en crise. Le rapport conclut que le retard a été causé par une culture de l'aversion du risque ; de nombreux donateurs souhaitent obtenir les preuves d'une catastrophe

humanitaire avant d'agir pour en prévenir une. Il énonce des recommandations concrètes pour les gouvernements nationaux, la communauté humanitaire internationale et les donateurs, les invitant à engager davantage de ressources dans les programmes destinés à réduire le risque de catastrophes touchant les populations. Oxfam a dû en tirer des leçons également, notamment la nécessité d'une plus grande flexibilité entre ses programmes de « développement » à long terme et ses interventions « humanitaires ».

Les programmes à long terme sont les mieux placés pour répondre aux prévisions de crise : il existe des liens établis avec les communautés et les partenaires, les complexités sont comprises et le travail a déjà été négocié avec les organes gouvernementaux. Cependant, Oxfam doit s'efforcer de mieux s'ajuster à l'échelle et aux priorités des programmes existants et de fournir les capacités techniques et humaines pour permettre une expansion rapide. Dans son futur travail, Oxfam travaillera à combler ce fossé artificiel en intégrant plus étroitement ses réactions d'urgence à son propre travail à long terme, tout en prenant en compte les problèmes chroniques et les problèmes graves que les populations sont susceptibles de rencontrer.

D'après Tayto Mesfin, 55 ans, « L'aide alimentaire est une pratique honteuse. Lorsque nous dépendions de l'aide alimentaire, nous n'avions aucune compétence nous permettant d'améliorer nos pratiques agricoles mais maintenant, nous avons plus de revenus. Oxfam nous aide à développer notre capacité à gérer nos ressources afin d'améliorer notre travail agricole... un jour, l'Éthiopie n'aura plus besoin d'aide alimentaire. J'ai l'espoir que ce jour viendra de mon vivant. »
Photo : Caroline Gluck



EXEMPLES DE PROGRAMMES DE RÉDUCTION DES RISQUES D'OXFAM DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

Réduction des risques de catastrophes dans le district de Turkana

Oxfam travaille dans le district de Turkana, au Kenya, pour aider les éleveurs à répondre à la sécheresse et aux épidémies décimant leurs animaux. Un soutien a été apporté aux associations locales de commercialisation du bétail pour rendre les marchés au bétail plus équitables, notamment la commercialisation, l'amélioration des normes sanitaires relatives aux animaux et le soutien financier, dans le but de développer de nouveaux marchés. Quatre marchés au bétail ont été établis, aidant de nombreux éleveurs à vendre leurs animaux à des prix décents, même en période de sécheresse. Le système de commercialisation du bétail est désormais plus efficace et plus en mesure de répondre efficacement aux événements catastrophiques.

Services de reconstruction de l'écosystème et moyens de subsistance des éleveurs au Somaliland

Les revenus et les moyens de subsistance s'effondraient à Ga'an Libah à mesure que le fourrage se faisait rare, en raison d'une grave dégradation environnementale due au conflit et à la sécheresse. La planification participative de l'utilisation des terres basée sur la communauté s'est révélée essentielle dans la résolution de ce problème. En travaillant avec son partenaire somalien Candlelight, Oxfam a soutenu la construction de terrasses de pierre pour réduire l'écoulement des eaux, le renouveau des systèmes de gestion des pâturages et la reforestation. À présent, la taille des troupeaux de bétail et le poids corporel des animaux ont augmenté, ce qui a produit de meilleurs revenus accompagnés de nombreux bénéfices, dont l'augmentation du nombre d'écoliers.

Les éleveurs saisissent une nouvelle opportunité dans un environnement hostile

Grâce aux interventions d'Oxfam et de ses partenaires pour aider les familles à construire et à préserver des moyens de subsistance en Éthiopie, il arrive que certaines communautés ayant reçu une aide d'urgence lors des précédentes sécheresses puissent, à présent, s'en passer. Par exemple, un projet d'irrigation à petite échelle a été développé dans le district de Liben, dans la région Guji. Il pompait l'eau de l'un des principaux fleuves pour permettre aux foyers des éleveurs de produire des céréales pour leur propre consommation, mais également pour la vente. Les résidus de maïs (tiges, feuilles et téguments) contribuent également à alimenter le bétail local.

Des plans de microassurance pour établir la résilience

En tamponnant les pertes de manière prévisible, l'assurance peut établir la résilience et, éventuellement, permettre aussi aux foyers sujets aux risques d'entreprendre des activités « à risque élevé et à haut rendement », susceptibles d'augmenter leurs chances de sortir de la pauvreté. Le programme « R4 » en Éthiopie, lancé en tant que partenariat entre Oxfam et le PAM, donne aux agriculteurs l'option de payer leurs primes d'assurance par le biais de projets de travail conçus pour établir la résilience des communautés. Les projets incluent souvent des éléments comme la conservation de l'eau et des sols et la plantation d'arbres. Le programme R4 bénéficie de la réussite initiale d'un programme baptisé « HARITA » et développé par la Relief Society of Tigray, Oxfam et un groupe d'autres partenaires.

Partenaires d'Oxfam dans la Corne de l'Afrique	
ADCS	Adigrat Diocesan Catholic Secretariat (Éthiopie)
AFD	Action for Development (Éthiopie)
AFREC	African Rescue Committee (Somalie)
ALDEF	Arid Lands Development Focus (Kenya)
	Candlelight (Somalie)
CDI	Center for Development Initiatives (Éthiopie)
CED	Center for Education and Development (Somalie)
DPA	District Pastoral Association (Kenya)
GPDI	Gayo Pastoral Development Initiative (Éthiopie)
HARDO	Humanitarian Action for Relief and Development Organization (Somalie)
HIJRA	Humanitarian Initiative Just Relief Aid (Somalie)
SADO	Social Life and Agricultural Development Organization (Somalie)
WASDA	Wajir South Development Association (Kenya et Somalie)
RCWD	Organización para el Desarrollo de la Mujer y la Infancia en el Valle del Rift (Etiópía)
REST	Sociedad de Socorro de Tigray

© Oxfam International juillet 2012

Ce document a été rédigé par Sophie Mack Smith. Oxfam remercie Lucy Davies, Alun McDonald, Coco McCabe, Skye Wheeler, Helen Andrews, Paul Clough, Emma Dale, Palesa Senkhane, Ayman Omer, Senait Gebregziabher, Tess Dico Young, Ibrahim H Kasso, Fatuma Abdirashid, Baljit Sidhu, Zacharia Imeye, Ogle Dubow, Dawit Beyene, Brian McSorley, Helen Juillard, Elena Tiffert-Vaughan, Julien Buha Collette, Tom Fuller, Nigel Willmott, et Rixt Bode pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-138-0 juillet 2012.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 92 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Intermón Oxfam Espagne (www.intermónoxfam.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Japon (www.oxfam.jp)

Oxfam Mexique (www.oxfamexico.org)

Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)

Novib Oxfam Pays-Bas (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org. Courriel : advocacy@oxfaminternational.org



OXFAM